

CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

L'enseignement supérieur au XXI^e siècle : Vision et actions

UNESCO, Paris, 5-9 octobre 1998

Débat thématique :

Contribuer au développement national et régional

Président : CRE/Columbus

Document de travail rédigé par :

Professeur John Goddard, Université de Newcastle upon Tyne

En collaboration avec:

- Association des universités arabes (AUA)
- Association des universités africaines (AUA)
- Association des universités du Commonwealth (ACU)
- Association des universités de l'Asie et du Pacifique (AUAP)
- Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES)
- Association des universités européennes (CRE)
- Communauté des universités méditerranéennes (CUM)
- Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
- Association international des étudiants en agriculture (IAAS)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Organisation universitaire interaméricaine (OUI)
- METROPOLIS
- OCDE, Programme IMHE
- Programme de recherche et de liaison universitaires pour le développement (PRELUDE)
- Union des universités de l'Amérique latine (UDUAL)
- Réseau Natura
- Réseau Utrecht
- Fédération internationale syndicale de l'enseignement

et

le SECRETARIAT de l'UNESCO

Table des matières

Résumé	3
Panel	4
Rapport de synthèse	5
Document de travail	8
Discours*:	
Prof. Josep Bricall (Espagne)	41
Prof. John B. Goddard (Royaume-Uni).....	43
Prof. Dorothe L. Njeuma (Cameroun).....	46
Prof. Brahim Baccari (Tunisie).....	48
Prof. Susan Clark (Canada).....	50
Note pour la discussion	52

*Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans cet ouvrage ainsi que des opinions qui y sont exprimées, les quelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation. Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Résumé

Non seulement l'intervention au niveau régional ou local est devenue plus importante pour le succès économique, mais un changement qualitatif a eu lieu avec une politique locale en faveur des entreprises et de l'innovation dans la région, et avec la constitution d'un environnement plus sophistiqué pour les capitaux mobiles destiné à maximiser la valeur ajoutée locale (R-D et autres emplois de niveau élevé, firmes prospères et donc en développement). Cette situation fait que l'on se préoccupe davantage d'orienter l'enseignement et la recherche universitaires vers des objectifs économiques et sociaux spécifiques.

Il n'est pas de domaine où cette exigence de spécificité s'affirme plus clairement que dans celui du développement régional. Les universités étant situées dans des régions, on les interroge sur la nature de la contribution qu'elles apportent au développement de celles-ci. Il serait possible de déterminer les impacts passifs des universités sur l'emploi direct et indirect, mais la question se pose de savoir comment les ressources des universités peuvent être mobilisées pour contribuer activement au processus de développement.

Cela implique que les acteurs et organismes régionaux comprennent mieux les universités et que celles-ci comprennent la dynamique régionale. Cette compréhension pourrait trouver de toute évidence son point de départ dans un audit des activités pertinentes existant à l'échelon régional, audit qui serait commandé conjointement par les universités et les organismes régionaux. Il se peut que les organismes régionaux n'aient pas formulé clairement les besoins de la région et il se peut aussi que bien des occasions d'un engagement productif aient été manquées. Pour mettre en lumière ces occasions, il faudra que les universités entament un dialogue avec les diverses parties prenantes au processus de développement régional (par exemple, autorités élues locales et régionales, employeurs et organisations patronales, médias régionaux).

Pour que les universités s'intègrent mieux au développement régional, il ne saurait être question de faire intervenir autoritairement des mécanismes de planification au niveau institutionnel et au niveau régional ; il faudra au contraire faire en sorte que les diverses parties prenantes au processus de développement régional - dispensateurs d'enseignement et de formation, organisations patronales, syndicats, institutions s'occupant du développement économique et du marché du travail, enseignants et enseignés pris individuellement - aient une compréhension de leurs rôles respectifs et des facteurs qui favorisent ou au contraire freine un engagement régional accru.

Dans le document qui suit, le professeur Goddard suggère la possibilité d'incorporer des critères régionaux aux évaluations nationales de l'enseignement et de la recherche et donne quelques exemples.

Panel

Présidents: Professor Josep Bricall, Centro de Estudios de Planificación, Spain
Professor Eric Froment, Conférence des Présidents d'Universités, France

Intervention liminaire:: Prof. John Goddard, University of Newcastle-upon-Tyne, United Kingdom

Moderateur: Mr Alfons Stinus, Momentum Network, Spain

Rapporteur: Dr Madeleine Green, American Council of Education, USA

Panelists:

Dr Francisco Gatto UN Economic Commission for Latin America And the Caribbean Argentina	Prof. Dorothe L. Njeuma University of Buea Republic of Cameroon	Prof. Jacques Marcovitch Rector University of Sao Paulo Brazil	Prof. Susan Clark Nova Scotia Council on Higher Education Canada
--------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------

Prof. Brahim Baccari
Université de droit,
d'économie et de gestion
de Tunis
Tunisie

Meneurs de débats:

Dr Mario Alborno Universidad de Buenos Aires Argentina	Dr Andris Barblan Association of European Universities (CRE) Switzerland	Dr Isabelle de Keyser Natura Network Belgium	Dr Carlo Di Benedetta Community of Mediterranean Universities (CUM) Italy
Dr Kenneth Edwards Association of European Universities (CRE) Switzerland	Mr Felix García Lausín Conference of Spanish Rectors (CRUE) Spain	Dr M. Kamal Association of Arab Universities (AarU) Jordan	Dr Sebastiao Elias Kuri Universidade Federal do Sao Carlos Brazil
Mr Frederik Oberthur International Association of Agricultural Students (IAAS) Belgium	Ms Mary O'Mahony Association of European Universities (CRE) Switzerland	Prof. Rodolfo Pinto da Luz Universidade Federal de Santa Catarina Brazil	Prof. Moumouni Rambré Ouimanga, Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) Burkina Faso
Prof. C. Solà i Ferrando Universitat Autònoma de Barcelona Spain	Dr Ruben Umaly Association of Universities of Asia and the Pacific (AUAP) Thailand	Mr Pierre Van Der Donckt Inter-American Organization for Higher Education (IOHE) Canada	Dr Shirley Walters University of the Western Cape Republic of South Africa

Groupe consultative/Comité de direction

Prof. Ibrahim Abu Lughod
Birzeit University
Palestine

Rapport de synthèse

Le débat a été ouvert par Padre Gerardo Arango, président du programme Columbus, et M. Daniel Samoilovich, son directeur exécutif et l'organisateur de l'événement. Le professeur Josep Bricall (Centro de Estudios de Planificacion) originaire d'Espagne et le professeur Eric Froment (Conférence des Présidents d'Universités) représentant la France coprésidaient les débats. Le professeur John Goddard de l'University of Newcastle-upon-Tyne au Royaume-Uni a prononcé le discours liminaire à partir de son document de travail. Il a été précisé que le terme «régional» serait utilisé dans son acception infra-nationale.

Une session dite «Métoplan» a invité les participants à évaluer cinq aspects de l'enseignement supérieur qui se rapportent au développement régional/national en plaçant des étiquettes sur cinq graphes correspondants indiquant de gauche à droite les niveaux faibles, moyens et élevés de la participation des universités au développement de leur région, et de bas en haut les niveaux faibles, moyens et élevés de l'incidence de l'action des universités sur le développement de leur région. Les cinq points abordés sont :

- la contribution des universités à la création d'emplois, avec une distribution moyenne des classements raisonnablement diagonale ;
- le maintien de l'enseignement dans une perspective régionale/nationale, avec un classement général comparable au classement précédent ;
- le transfert technologique avec un graphique nettement assombri dans sa partie inférieure gauche par les classements les plus bas ;
- l'appui aux institutions locales avec des classements moyens pour la plupart ; et
- la sensibilisation et l'analyse prospective - avec des classements distribués de manière plus ou moins équilibrée entre la partie inférieure gauche et la partie moyenne du graphique.

Les deux coprésidents et les cinq membres du panel ont par la suite réagi à ces résultats et à l'exposé inaugural. Ces membres du panel étaient : le docteur F. Gatto de la CEPALC ; le professeur J. Marcovitch de l'Université de São Paulo, Brésil ; le professeur D.L. Njeuma de l'Université de Buea, Cameroun ; le professeur Susan du Nova Scotia Council on Higher Education au Canada ; et le professeur B. Baccari, Université de droit, d'économie et de gestion de Tunis, Tunisie. S'inspirant de l'apport de ces cinq membres, quelque 200 participants se sont groupés autour de 18 tables de discussion de 45 minutes consacrées à 4 grands thèmes. Ils ont exprimé les conclusions résumées suivantes :

1. La contribution d'une IES à un développement socio-culturel de la région

Les universités ont été invitées à s'organiser au niveau régional et national et à s'investir davantage dans leurs partenariats avec les gouvernements. Il a été dit que la contribution des universités à l'environnement régional dépendait du transfert des résultats/connaissances de la recherche au secteur économique et d'une réglementation appropriée de ce transfert, ainsi que du renforcement de la confiance entre les universités et les sociétés par une intensification de leurs contacts. Il a également été signalé qu'il était nécessaire pour les gouvernements de décentraliser la prise de décisions afin que l'action des universités ait une influence au niveau régional.

2. La contribution d'une IES au développement socio-économique

a) De manière générale, les universités ont été encouragées à améliorer et à faire partager aux autres partenaires leur définition des problèmes, ainsi que les approches qu'elles adoptent dans la résolution de ces derniers. Elles pourraient mettre en place des bases de données des meilleures pratiques afin de répondre à d'éventuels besoins et de consolider la formation. Les intervenants ont repéré la nécessité de développer de nouveaux indicateurs signalant les incidences socio-économiques des universités sur leur environnement social. Les universités devraient également améliorer leurs connaissances comparatives au niveau institutionnel.

b) En ce qui concerne les nouvelles technologies, il a été préconisé de faciliter le transfert des connaissances vers les citoyens et de mieux répondre aux besoins des chefs d'entreprise dans les domaines des enseignements spécifiques et de la formation professionnelle. La formation pédagogique devrait être adaptée en conséquence. Les universités ont été priées de s'investir davantage dans la promotion de la technologie et le transfert de cette dernière du niveau local au niveau régional et national.

c) On a également réfléchi à l'articulation appropriée entre les différents partenaires publics et privées. Il a été admis que les universités étaient bien placées pour jouer un rôle de médiateurs entre les communautés locales et les décideurs. Elles devraient mettre en place des infrastructures visant à améliorer la contribution des universitaires au développement des communautés. La participation des universités aux projets régionaux devrait être encouragée, l'accent étant mis en particulier sur la participation active des étudiants aux projets du secteur public au niveau local. Enfin, il a été demandé que soit menée une enquête sur les possibilités d'améliorer les relations entre les communautés locales et les communautés planétaires au moyen de l'éducation virtuelle.

3. L'amélioration des stratégies et des opérations par les IES

a) Les objectifs de l'enseignement et de la formation dans les universités doivent être axés sur les valeurs éthiques et le respect de l'environnement afin de promouvoir, à l'intention des étudiants, des modèles de citoyens capables d'assumer leurs propres responsabilités. Des efforts particuliers devraient être consacrés à l'affirmation de l'identité de l'étudiant dans un environnement de plus en plus multi-ethnique, multi-religieux et multi-culturel à travers la promotion de la culture et des arts locaux. L'accent a également été mis sur les besoins d'apprentissage spéciaux des étudiants pour une collaboration efficace des partenaires régionaux/nationaux.

b) Au niveau universitaire, de nouveaux programmes de recherche et de formation souples et adaptés aux étudiants, au personnel universitaire de tout niveau et aux représentants des communautés, doteront ces derniers d'universités capables de réagir rapidement aux changements et d'ouvrir la voie à une contribution active au développement régional/national. Une contribution efficace exige une nouvelle culture d'ouverture de la part des universités. La mission de l'université doit être évaluée selon l'intérêt qu'elle offre à son environnement national et régional dans une perspective mondiale. Il a été dit que les stratégies institutionnelles des universités devaient être harmonisées avec celles des autres partenaires afin d'améliorer leurs capacités de répondre aux besoins urgents au niveau régional et national, et d'arriver à l'équilibre voulu entre les politiques d'ouverture et les efforts axés sur leur développement institutionnel durable. Elles doivent acquérir le sens des responsabilités et atteindre la transparence en s'investissant davantage dans la communication avec l'environnement extérieur. On a suggéré l'idée d'une coopération triangulaire entre les universités, les communautés et les instances de planification des gouvernements. L'association de partenaires extérieurs à plusieurs missions, telles que l'élaboration des programmes d'enseignement et l'élargissement de l'offre des études, est apparue comme une approche stimulante capable de renforcer la démocratie à un niveau externe et interne. Une attention particulière a été portée aux besoins des chefs d'entreprise et au renforcement des capacités dans les relations entre universités et entreprises. On a également souligné la formation permanente et la formation tout au long de la vie. Une mise en réseau efficace entre les IES est apparue comme une nécessité pour répondre aux besoins régionaux. Il en a été de même du lancement d'une politique de mesures incitatives à l'intention du personnel académique participant aux projets régionaux. La collaboration avec les sociétés ouvre en effet toutes grandes de nouvelles possibilités en matière de bourses et d'avantages économiques pour les

universités en compensation des services directement rendus aux petites et moyennes entreprises en vue de répondre à leurs besoins de recherche. Il conviendrait de concevoir des mesures incitatives stimulantes et attrayantes à l'intention des étudiants dans le cadre d'une stratégie conçue pour susciter et améliorer l'auto-motivation. Les étudiants devraient être pris en considération lors de la conception et l'application de mesures incitatives capables d'attirer des fonds extérieurs pour financer les projets. Les activités rémunératrices méritent une attention particulière.

c) Les pouvoirs publics au niveau gouvernemental, régional et local ont été priés de financer des projets de collaboration dans les universités et de mobiliser des fonds pour le financement de projets de développement régionaux spécifiques mis en avant par le milieu universitaire. Une réorientation en faveur des stratégies de planification de moyen et long termes est apparue comme de la plus haute importance. On a attiré l'attention sur l'échelon intermédiaire entre le niveau local et le niveau mondial.

4. La capacité des IES de surmonter les obstacles et de concevoir des systèmes d'incitation

Lors des débats consacrés à ce thème majeur, l'accent a été mis sur les incitations économiques, notamment pour que les professeurs et les unités académiques puissent consacrer du temps aux projets de développement régional, ainsi que sur les mesures incitatives dans le milieu universitaire, telles que le congé sabbatique et l'accès aux des équipements modernes. Les gouvernements sont invités à aider les universités à se positionner dans un nouveau cadre de gouvernance adapté à une meilleure participation régionale. Les autorités locales et régionales devraient approfondir leur compréhension des objectifs, des profils et de l'organisation du milieu universitaire.

Document de travail

Le rôle des universités dans le développement régional

Introduction

Les activités autonomes d'enseignement et de recherche des universités financées par des fonds publics font l'objet de pressions croissantes de la part des gouvernements et des électeurs. Alors que, jusqu'alors, il s'agissait simplement d'élever le niveau général d'instruction de la population et d'accroître la production de la recherche scientifique, on se préoccupe maintenant davantage d'orienter l'enseignement et la recherche universitaires vers des objectifs économiques et sociaux spécifiques. Nulle part cette exigence de spécificité ne se manifeste plus clairement que dans le domaine du développement régional. Les universités étant situées dans des régions, on leur demande quelle contribution elles peuvent apporter au développement de ces régions. On pourrait déterminer les impacts passifs des universités en termes d'emploi direct et indirect, mais la question se pose de savoir comment les ressources des universités peuvent être mobilisées pour contribuer activement au processus de développement. En effet, le développement comporte une dimension territoriale importante : les objectifs nationaux ne peuvent être atteints que si l'on exploite pleinement le potentiel des éléments constitutifs sous-nationaux et c'est sous cet aspect que les universités des différentes régions sont tenues d'apporter leur contribution.

Le présent document expose brièvement l'impact des universités sur le développement local et régional et examine ensuite certains des facteurs qui favorisent ou qui freinent un engagement régional accru. Il fait valoir qu'une condition préalable d'un dialogue efficace entre les universités et les régions, dialogue qui pourrait accroître leur cohésion, est une meilleure compréhension des universités de la part des acteurs et organismes régionaux et, en même temps, une meilleure compréhension de la dynamique régionale de la part des universités. On s'efforcera dans le présent document de contribuer à cette compréhension.

L'impact local et régional des universités

Pour améliorer la compréhension, il conviendrait de toute évidence de procéder d'abord à un audit des activités pertinentes existant à l'échelon régional, cet audit faisant l'objet d'une commande conjointe des universités et des institutions régionales. Etant donné la diversité des universités qui se trouvent sur le territoire d'un pays, il serait également souhaitable que le gouvernement s'associe à l'organisation de l'audit, en collaboration avec un organe représentant le secteur universitaire tout entier. On trouvera à l'annexe 1 le résumé d'un audit de ce type entrepris pour la Commission des vice-chanceliers et chefs d'établissement au Royaume-Uni.

Tout audit commencerait par une analyse de l'impact économique direct des universités en tant que secteur économique. Les universités sont des employeurs importants de personnel d'un niveau relativement élevé ayant un pouvoir d'achat considérable à l'échelon local. Une grande partie de ce personnel peut n'être pas recrutée dans la région, mais il n'en va pas de même du personnel auxiliaire. Les étudiants exercent eux-mêmes un impact direct sur l'économie régionale par les achats qu'ils font sur place. Ils représentent une addition nette à l'économie locale dans la mesure où ils sont originaires de localités extérieures à la région. Tous ces impacts sont facilement mesurables par la méthode classique du multiplicateur. De même, l'incidence sur la structure générale de l'emploi de chaque région peut être facilement évaluée en replaçant l'enseignement supérieur dans le contexte du profil régional global. Cela peut éventuellement faire apparaître que l'emploi assuré par l'université augmente alors qu'il diminue dans d'autres secteurs (par exemple, agriculture et industries manufacturières).

Ces impacts directs sur l'emploi sont essentiellement statiques. Plus significatifs sont les effets dynamiques qu'une université peut avoir par son interaction avec l'industrie. Ils sont plus difficiles à

mesurer, mais une université peut étudier la géographie de ces interactions avec l'industrie en déterminant la localisation de ses partenaires pour les subventions et les contrats de recherche, la fourniture de consultants, les échanges de chercheurs et l'extension des entreprises créées par l'université. Etant donné que ces activités fondées sur la recherche ont un caractère essentiellement global, il est probable que seule une petite partie d'entre elles présente un intérêt régional. C'est vraisemblablement au moyen de l'enseignement et du recrutement de diplômés par les entreprises régionales et grâce aux programmes de perfectionnement professionnel permanent que l'impact sera le plus significatif. Dans ce cas, il est possible de suivre depuis leurs foyers d'origine le flux des étudiants qui, après des cursus variés, trouvent des possibilités d'emploi à l'échelon local.

Le dernier secteur sur lequel devrait porter un audit est celui de la contribution des universités au développement social et communautaire. Dans de nombreux pays, il existe de longue date des variations régionales et locales en ce qui concerne la fréquentation de l'enseignement supérieur et les compétences de la main-d'œuvre locale. Des données sur le flux des étudiants passant par les universités du type esquissé ci-dessus peuvent également être utilisées pour déterminer la contribution des universités à l'élévation des niveaux d'instruction dans les différentes parties du pays et à l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre grâce au recrutement d'étudiants étrangers à la localité travaillant pour des employeurs locaux. Les programmes professionnels, dans des domaines tels que la médecine et les sciences sociales, qui comportent des avantages directs pour la communauté peuvent être identifiés. En plus des programmes destinés à répondre aux besoins des employeurs, les universités devront faire la preuve des contributions qu'elles peuvent apporter à l'enseignement non professionnel et aux programmes culturels dans le domaine littéraire et artistique. Le rôle que le personnel universitaire et les étudiants peuvent jouer en contribuant à la constitution d'un public local significatif pour les arts régionaux devra être défini. Enfin, et ce n'est pas là l'aspect le moins important, le rôle que remplissent le personnel universitaire et les étudiants en fournissant des dirigeants à la société civile locale, en participant à des activités bénévoles, en donnant leur interprétation des affaires mondiales dans les médias régionaux et en entreprenant une analyse stratégique de l'économie et de la situation sociale dans la région pourra être documentée.

En bref, l'audit devrait fournir au public des éléments d'information sur la manière dont les universités constituent une source de savoir qui relie la région au reste du monde.

Une analyse des parties prenantes

Tous ces impacts peuvent s'être produits en l'absence de toute intervention consciente de la part des universités ou des institutions régionales. Les universités sont en règle générale des établissements dotés d'un appareil de gestion léger et leurs effets bénéfiques sur une région peuvent être simplement le résultat des priorités que le personnel universitaire s'est fixées lui-même en matière d'enseignement et de recherche. D'autre part, les institutions régionales peuvent n'avoir pas fait connaître clairement les besoins des régions aux universités, et en particulier à ceux des universitaires qui sont chargés d'appliquer les programmes d'enseignement et de recherche (par opposition aux cadres supérieurs des universités). Il peut donc arriver que de nombreuses occasions d'un engagement productif aient été manquées.

Pour mettre en évidence ces occasions, il faudra que les universités entament un dialogue avec les diverses parties prenantes au processus de développement régional. Ces parties prenantes comprendront vraisemblablement :

- les administrations centrales dont dépend le financement de l'enseignement supérieur ;
- les autorités élues locales et régionales ;
- les employeurs et les organisations patronales (par exemple, chambres de commerce) ;
- les organisations culturelles ;
- les médias régionaux ;
- les niveaux inférieurs du système éducatif, et notamment les écoles et "collèges" ;
- les diplômés récents et les étudiants actuels et futurs.

Compte tenu des influences nationales et internationales, chacun de ces groupes aura des caractéristiques distinctes en ce qui concerne ses objectifs et ses missions, ses moyens d'action, ses motivations et ses contraintes financières et ses relations avec ses clients et usagers. La nature de l'intérêt que ces groupes portent au bien-être de la communauté locale et la manière dont leurs rapports avec les universités peuvent s'articuler varient également. Contrairement aux universités qui ont rarement un ressort territorial bien défini, beaucoup de ces organismes seront tenus par la loi d'opérer dans le cadre d'une zone administrative déterminée. Les différences de perméabilité des limites territoriales soulèveront pour le dialogue des difficultés qui devront être surmontées. Malgré ces difficultés, les partenaires devront travailler de concert pour créer un cadre qui soit axé sur la nature de leurs intérêts régionaux et puisse fournir un point de départ pour des discussions plus poussées. On trouvera à l'annexe 2 le résumé d'un cadre de ce genre, axé sur les questions relatives à l'emploi, qui a été mis au point pour le Département de l'éducation et de l'emploi du Royaume- Uni.

Les universités et les régions d'apprentissage

Le cadre faisant l'objet de l'annexe 2 comporte un concept clé qui est celui de la région d'apprentissage. Le jugement porté sur le dernier état des réflexions relatives à la nature du processus de développement régional jouera un rôle central dans tout dialogue entre les universités et les institutions régionales. On trouvera ci-après un bref aperçu des travaux universitaires entrepris à ce sujet.

Les énormes transformations que la nature de l'économie mondiale capitaliste a subies depuis le milieu des années 1970 ont eu des répercussions majeures sur les stratégies de développement économique et sur leur gouvernante. Tout d'abord, la stabilité des systèmes de production, les marchés des différents produits et les relations entre entreprises sur le plan national ont été ébranlés par la rapidité du changement technologique en raison surtout des effets multiples de technologies génériques ou habilitantes, telles que les technologies de l'information et de la communication (TIC). L'innovation technologique et l'accès aux ressources génératrices d'innovation (compétences, connaissances, information) en sont donc venus à jouer un rôle essentiel dans la stratégie compétitive des entreprises qui ont créé de nouvelles structures souples pour mieux utiliser et saisir ces avantages à l'échelle mondiale. Les Etats ont reconnu qu'il leur fallait conserver une position de pointe en matière de technologie s'ils voulaient maintenir l'emploi et la croissance ; d'où une attention accrue aux politiques visant à soutenir et promouvoir la R-D, l'innovation et le transfert de technologie.

Malgré cette orientation générale, la mondialisation de la finance et de l'organisation de la production - facilitée par les TIC qui permettent de réorganiser et de restructurer en souplesse les investissements et les ressources - a affaibli le pouvoir de négociation de l'Etat nation. Des organes internationaux ont favorisé une liberté accrue dans le flux des biens et de l'information à tel point que les décisions en matière d'investissement dépendent désormais autant des caractéristiques du lieu de production que de celles du marché national. Non seulement l'intervention régionale ou locale est devenue plus importante pour le succès économique, mais il y a eu aussi un recentrage qualitatif avec des politiques locales qui favorisent l'esprit d'entreprise et l'innovation endogènes et qui fournit un milieu plus élaboré aux capitaux mobiles afin de maximiser la valeur ajoutée locale (R-D et autres emplois de niveau élevé, firmes prospères et donc en expansion).

L'importance de cette perspective pour la gestion des firmes et des contextes locaux a été bien mise en lumière par Mme Kanter dans son récent ouvrage intitulé *World Class* au sous-titre significatif "la prospérité locale dans l'économie mondiale" (Kanter, R.M., 1995). Pour Kanter, le succès ira à l'avenir aux entreprises, grandes ou petites, qui peuvent satisfaire aux critères mondiaux et puiser dans les réseaux mondiaux. Et ce succès ira aux villes et aux régions qui réussissent le mieux à relier les entreprises opérant sur leur territoire à l'économie mondiale. Kanter fait valoir que les forces de la mondialisation sont si puissantes que les communautés sont obligées de relier le mondial et le local et de créer une culture civique qui attire et retienne ou "incorpore" un investissement sans attaches. Le problème consiste à trouver des moyens permettant à l'économie mondiale de travailler à l'échelon local

en libérant les ressources qui distinguent un lieu d'un autre. L'argument essentiel est en l'occurrence que les universités peuvent fournir un atout local vital dans le cadre de l'économie mondiale.

Kanter poursuit en soutenant que, face à ces pressions mondialisatrices, les organisations n'ont d'autre choix que de s'améliorer sans cesse et de tenter d'atteindre la classe mondiale en s'attachant ce qu'elle appelle les 3 C : concepts, compétence et connexions. Elle associe cette idée à la géographie en suggérant que "les localisations de classe mondiale peuvent contribuer à accroître ces atouts en offrant capacités d'innovation, capacités de production, savoir-faire de qualité, apprentissage, réseaux et collaboration". La présence d'universités dans les régions contribue puissamment à faciliter ces processus : liens entre les concepts et la recherche, liens entre la compétence et l'enseignement et connexions pour le transfert vers une région ou à partir d'une région de personnes ou de réseaux issus des universités.

Pour réaliser ces changements d'orientation, il a fallu que la politique locale soit elle-même novatrice et fasse preuve d'esprit d'entreprise, le plus souvent en faisant appel à un ensemble plus large de ressources, en négociant et en constituant des alliances entre les autorités locales et les autres échelons des pouvoirs publics, les universités, les intérêts du secteur privé et les organisations à but non lucratif. C'est ainsi que la municipalité qui réussit grâce à l'esprit d'entreprise cesse d'être une émanation de l'Etat providence pour se faire le catalyseur de la coopération locale et de la politique d'innovation.

Le succès régional s'est caractérisé par une série de modèles différents, mais procédant d'une communauté de vues sur les facteurs qui facilitent le succès : économies de regroupement, économies d'échelle, confiance, réseaux de petites firmes et institutions de soutien. Les structures et les modes d'interaction entre les producteurs, les diffuseurs et les utilisateurs du savoir jouent un rôle déterminant dans le succès de l'innovation. Etant donné que les technologies font intervenir des personnes et des idées tout autant que des moyens matériels, on estime en général que des opérations impliquant une large interaction et une communication itérative sont nécessaires pour faciliter l'exploitation. La méthode d'échange "organisée" peut comporter à la fois une technologie matérielle et/ou des personnes - notamment producteurs, diffuseurs et utilisateurs - passant d'une institution à l'autre tout en maintenant des liens étroits par exemple entre les universités et les entreprises qui sont des "retombées" de ces dernières.

Dans l'environnement général ainsi constitué, les différences géographiques tenant à la nature des cultures, des institutions et des legs des pratiques industrielles passées influenceront évidemment sur l'efficacité de la diffusion du savoir entre les institutions et à l'intérieur de celles-ci, à l'échelon national aussi bien que régional. Les différences sont particulièrement marquées si l'on considère la capacité plus ou moins grande d'organiser efficacement, par des moyens informels ou formels, les opérations du marché. Ainsi, Lundvall montre toute l'importance d'une culture et d'un langage communs partagés par les utilisateurs et les producteurs pour faciliter la transmission et la traduction d'une information hautement codée telle que les résultats de la R-D (Lundvall, B.-A., 1988). Les différences de formation, de culture et d'attitude envers la technologie contribuent également de façon décisive à l'efficacité des modes de communication et d'échange.

Les études consacrées aux régions connaissant un succès économique donnent à penser que ce succès dépend de ce que Amin et Thrift qualifient d' "épaisseur institutionnelle" ou de ce que Putnam appelle "capital social" (Amin A. et Thrift N., 1994 ; Putnam, R.D., avec Leonardi, R. et Netti R.Y., 1993). Bien que difficile à définir, cette épaisseur institutionnelle soit plus qu'une simple présence fortement affirmée d'organes institutionnels et de pratiques soutenant l'entreprise. Il faut qu'existent entre les institutions des niveaux élevés d'interaction, aboutissant à des structures de domination ou de coalition qui peuvent réaliser une représentation collective des intérêts, ainsi qu'une conscience mutuelle d'un objectif commun ; c'est ce que Amin et Thrift qualifient de "collectivisation et corporatisation de la vie économique". Les initiatives visant à façonner les structures de gouvernance du développement économique local de manière à accroître la probabilité de retombées bénéfiques doivent par conséquent tenir compte de la culture, des structures sociales et de la politique des réseaux institutionnels associant les acteurs de la politique suivie et les firmes sur lesquelles ceux-ci désirent exercer leur influence.

La définition de la région d'apprentissage

Quand on envisage le rôle des universités dans le développement économique, l'approche la plus utile pour concrétiser ces idées réside dans le concept de l'économie d'apprentissage qui se dégage des études sur les systèmes nationaux d'innovation (Lundvall, B.-A., 1992 ; Lundvall, B.-A., Johnson, B., 1994). Lundvall souligne là l'importance de l'apprentissage interactif comme base de l'innovation et du changement dans les économies développées modernes. Il définit l'économie d'apprentissage dans les termes suivants : c'est une économie où le succès des individus, des firmes et des régions reflète la capacité d'apprendre (et d'oublier les pratiques anciennes), où le changement est rapide, où les compétences anciennes se démodent et où les compétences nouvelles font l'objet d'une demande, où l'apprentissage implique la constitution de compétences et non pas simplement un accès plus large à l'information, où l'apprentissage se pratique dans tous les secteurs de la société, et non pas simplement dans ceux de haute technologie, et où la création nette d'emplois a lieu dans les secteurs à forte intensité de savoir (R-D de haut niveau, proportion élevée de titulaires d'un diplôme universitaire et situation de l'emploi s'aggravant pour les personnes non qualifiées).

Dans l'économie d'apprentissage, on peut définir différents types de savoir. En premier lieu, le savoir-quoi, c'est-à-dire les faits et l'information. En second lieu, le savoir-pourquoi, c'est-à-dire les principes et les lois nécessaires pour réduire les tâtonnements ; en troisième lieu, le savoir-comment, c'est-à-dire les compétences et la capacité pour faire quelque chose, compétences qui s'acquièrent traditionnellement sur le lieu de travail, et enfin le savoir - qui, consistant à connaître ceux qui savent comment on fait quoi et qui ont la capacité sociale d'établir des relations avec des groupes spéciaux pour faire appel à leur expertise. Chacune de ces différentes formes d'apprentissage utilise des canaux différents pour l'échange d'information. Dans le cas du savoir-quoi et du savoir-pourquoi, l'apprentissage formel à l'école et à l'université constitue le canal normal. Le savoir-comment dépend de l'expérience pratique acquise par un apprentissage tacite (par exemple, celui des apprentis dans l'industrie), mais aussi de plus en plus par les relations de réseau avec des partenaires industriels et commerciaux. Enfin, le savoir - qui s'apprend au moyen de l'interaction sociale, par l'intermédiaire d'associations professionnelles, de contacts journaliers avec des clients, des sous-traitants et toute une gamme d'autres acteurs et institutions.

Pour ce qui est de la connaissance de réseau, il s'agit d'une forme hybride de savoir qui n'est ni complètement publique, ni complètement privée. Elle dépend de la confiance et non du marché et elle se caractérise par des considérations telles que la fiabilité, l'honnêteté, la coopération, le sens du devoir envers autrui. La connaissance de réseau ne fait pas intervenir seulement les compétences d'individus, mais aussi le transfert du savoir d'un groupe à un autre pour constituer des systèmes d'apprentissage ; c'est l'infrastructure institutionnelle des partenariats publics et privés. Parce que la connaissance de réseau est étroitement subordonnée à des relations interpersonnelles, c'est dans le cadre d'une région donnée qu'elle peut le plus aisément se développer. Ainsi, Florida (Florida R., 1995) fait valoir que, "pour être efficaces dans cette économie mondiale de plus en plus dépourvue de frontières, les régions doivent se définir par les mêmes critères et les mêmes éléments que les firmes à forte intensité de savoir : amélioration permanente, idées nouvelles, création de savoir et apprentissage organisationnel. Il faut que les régions adoptent les principes de création du savoir et d'apprentissage continu ; il faut qu'elles deviennent des régions créatrices de savoir, ou régions d'apprentissage". La clé d'une telle région d'apprentissage est l'infrastructure humaine et les mécanismes institutionnels qui favorisent l'apprentissage interactif et, dans cette infrastructure, un rôle central, pour ce qui est de la reproduction et de l'adaptation des ressources humaines, revient aux universités.

En ce qui concerne le capital humain, dans beaucoup de pays les universités produisent traditionnellement des diplômés "bruts" pour un marché du travail national dominé par de gros employeurs en ne se préoccupant guère des PME ou de la rétention des diplômés sur les marchés du travail locaux. Ce modèle a commencé à décliner parce que les modalités de la demande des employeurs ont changé, avec, par exemple, la décentralisation de grosses sociétés en bouquets de petites unités et le rôle accru des petites entreprises en tant que sous-traitants, fournisseurs, franchisés, etc. Ces tendances ont des répercussions importantes sur les compétences requises des diplômés et sur la localisation des décisions que prennent les firmes en matière de recrutement. Aussi n'est-il pas

surprenant que des institutions régionales favorisent les initiatives visant à retenir les diplômés afin de relever le niveau du stock local de hautes compétences. Parallèlement à ces changements du côté de la demande, l'expansion de l'enseignement supérieur ainsi que l'augmentation du nombre des personnes éprouvant le besoin de changer de carrière après avoir déjà eu une activité professionnelle se traduisent par un accroissement de l'offre à l'échelon local d'étudiants mûrs désireux de suivre des cours de licence et des études universitaires supérieures.

Malgré ces tendances nouvelles, on ne sait pas grand chose du flux des étudiants passant de l'enseignement supérieur aux marchés du travail locaux, ni des rapports que ce phénomène peut avoir avec la réussite économique globale des régions. Et pourtant, l'une des caractéristiques essentielles de la région d'apprentissage est la manière dont le savoir est transféré d'un groupe à l'autre pour créer des systèmes d'apprentissage. En ce qui concerne les universités, il s'agit notamment de la connaissance des compétences et savoir-faire appropriés qu'on exige de la main-d'œuvre.

Ce qui constitue les "compétences appropriées" dépendra de la stratégie générale de développement régional, que ce développement soit endogène et fondé sur l'entreprise locale, ou bien exogène et cherchant à attirer les investissements ou bien encore qu'il résulte d'une combinaison des deux comme lorsque le relèvement du niveau des fournisseurs locaux favorise l'"incorporation" d'investissements venus de l'extérieur. Dans ce contexte, il existe une analogie entre les régions et les organisations : on passe d'une gestion du personnel consistant principalement à établir des contrats de travail individuels et à faciliter le perfectionnement en cours d'emploi à une gestion des ressources humaines qui met le perfectionnement du personnel au service des objectifs stratégiques de l'organisation. C'est ainsi que la question déterminante en vient à se poser en ces termes : " Est-ce que la mise en valeur des ressources humaines fait partie de la stratégie générale de la région ?".

Cette question soulève un certain nombre de problèmes concernant la nature des programmes de formation, le choix des institutions qui sont le mieux à même d'appliquer les programmes et la localisation de la formation dans la région ou, le cas échéant, en dehors de celle-ci.

Une stratégie régionale de mise en valeur des ressources humaines exige donc de toute évidence une information sur les besoins futurs du marché du travail. Etant donné le temps considérable qui s'écoule entre l'identification des besoins et la formation des compétences nécessaires, l'une des obligations fondamentales d'une région d'apprentissage est de partager les connaissances disponibles entre le système d'enseignement et de formation et les employeurs. Il ne convient pas seulement de faire en sorte que le système d'enseignement et de formation produise des individus ayant la flexibilité nécessaire pour répondre aux changements intervenant sur le marché du travail, il faut en outre se préoccuper des compétences et savoir-faire spécialisés dont ont besoin telles ou telles industries et/ou professions.

L'information concernant le marché du travail est axée sur la contribution directe des universités à la réussite économique des zones où elles sont implantées. Il convient également d'envisager la contribution indirecte des universités au fondement social et culturel d'une gouvernance démocratique et, en dernière analyse, à la réussite économique. Putnam, par exemple, a montré le rapport étroit entre, d'une part, la culture et les institutions civiques (définies comme des "normes de réciprocité et réseaux d'engagement civique") et, d'autre part, la performance socio-économique dans son ensemble (Putnam, R.D. avec Leonardi R. et Nanetti, R.Y., 1993). Les régions ou localités qui sont riches en réseaux de ce genre "encouragent la confiance et la coopération sociales parce qu'elles réduisent les incitations à la défection, diminuent l'incertitude et fournissent des modèles de coopération future". Dans la mesure où les universités sont traditionnellement des institutions "civiques", elles peuvent jouer un rôle décisif dans le développement de déterminants culturels et politiques du succès socio-économique. Il est donc particulièrement important de renforcer le rôle que les universités, avec leur personnel et leurs étudiants, jouent dans le développement de ces réseaux d'engagement civique et, partant, dans la position dirigeante politique et culturelle plus large qu'elles occupent dans les lieux de leur implantation (Par exemple, par l'engagement formel et informel des universités dans les processus politiques locaux, dans l'élection de personnel universitaire à des postes politiques, ou bien encore par des conseils à l'administration locale ou des contributions aux médias, etc.).

Implications pour la gestion des universités

La plupart des universités n'ont pas encore pris en compte les implications de beaucoup des processus de mondialisation et de localisation dont il a été question plus haut. L'ampleur du défi ne saurait être sous-estimée.

L'adaptation des programmes d'études aux besoins en évolution rapide des employeurs et du marché du travail en est un bon exemple. Pour reprendre la terminologie de Lundvall sur l'économie d'apprentissage, si les universités ont un bilan satisfaisant pour les aspects de l'enseignement concernant le savoir-quoi et le savoir-pourquoi et si elles améliorent les aspects relatifs au savoir comment en incorporant dans les programmes d'enseignement le savoir tacite acquis grâce aux stages dans les entreprises, la dimension du savoir-qui est beaucoup plus problématique. Le progrès sur ce front implique une relation approfondie entre recherche et enseignement fondée sur le partage avec les étudiants, à tous les niveaux du savoir de réseaux en matière de recherche.

Lorsqu'elles envisagent leurs rapports avec l'industrie dans un contexte régional, il faut que les universités se considèrent comme situées à l'origine d'une chaîne d'approvisionnement consacrée à la fourniture du savoir. La diffusion de ce savoir se fait par l'intermédiaire des étudiants (projets et stages), diplômés et chercheurs, ainsi que par la publication des recherches, les contrats de recherche et les missions de consultants, qui permettent l'innovation et l'amélioration dans le domaine des technologies et de la gestion. Toutefois, contrairement aux entreprises commerciales occupant une position analogue dans la chaîne de l'approvisionnement, les universités consacrent relativement peu de ressources à l'écoulement de leurs produits que sont les diplômés ou à une réaction aux signaux concernant les besoins du marché. Elles se bornent à avoir un département des ventes, sous la forme d'un service de placement, qui n'a ni les capacités, ni les mécanismes voulus pour adapter sa production (qualité, quantité ou spécification) aux besoins des clients.

Le marché est bien entendu d'une extrême complexité parce qu'il comprend la totalité des organisations qui emploient actuellement des diplômés ou qui pourraient en employer à l'avenir. A l'une des extrémités du spectre, on trouve des marchés professionnels strictement réglementés, comme la médecine, l'architecture, le droit ou l'ingénierie. A l'autre extrémité se situent les demandes généralement très imprécises des PME. Si l'on veut que les universités jouent un rôle plus actif dans le développement économique, il est indispensable qu'elles comprennent le marché, qu'elles le fractionnent et qu'elles utilisent cette information pour orienter leurs activités d'enseignement. Cela signifie qu'elles ne doivent pas simplement réagir aux besoins exprimés à l'heure actuelle, mais qu'elles doivent entreprendre activement des recherches sur la dynamique qui sous-tend le changement des besoins exprimés par les employeurs et qu'elles doivent traiter les étudiants comme des clients et les employeurs comme des utilisateurs finals.

Dans certains pays, le fait que cette approche soit loin d'être généralisée peut être imputé en partie au régime de financement des étudiants qui, pour l'instant, récompense la "production" mais non la "vente". En conséquence, la fonction de commercialisation est souvent médiocrement développée. Si les universités étaient en partie récompensées pour les diplômés qu'elles fournissent au marché de l'emploi, emploi local compris, elles seraient évidemment incitées à déployer plus d'efforts pour la commercialisation et le développement économique.

Mais la transformation en une organisation guidée par le marché exige un changement majeur de la culture universitaire. Elle implique un sens aigu de la mission institutionnelle alors que les universités demeurent dominées par des universitaires dont la loyauté professionnelle principale est envers leur invisible cénacle national ou international plutôt qu'envers l'institution dont ils font partie. La "nouvelle production de savoir" dont parlent Gibbons et ses collaborateurs implique des partenariats avec les utilisateurs et les bénéficiaires de la recherche qui transcendent les frontières institutionnelles et qui s'intègrent difficilement à une planification formelle et à une allocation de ressources s'exerçant dans le cadre institutionnel. Selon les mêmes auteurs (Gibbons *et al*, 1996), on peut observer de nouveaux types d'alliances stratégiques entre groupes universitaires fondées sur une complémentarité des compétences, mais non entre institutions d'une même région.

En bref, ce n'est pas avec des mécanismes de planification opérant du haut vers le bas à l'échelon soit institutionnel soit régional qu'on pourra améliorer l'intégration des universités au développement régional, mais en faisant en sorte que les divers acteurs du processus de développement régional - éducateurs et formateurs, employeurs et organisations patronales, syndicats, organismes chargés du développement économique et du marché du travail, ainsi que les enseignants et enseignés pris individuellement - aient une compréhension mutuelle de leurs rôles respectifs et des facteurs qui favorisent ou qui freinent le progrès de l'engagement régional. Il s'agit par exemple de comprendre que les universités et les organismes chargés du marché du travail opèrent dans le contexte d'une politique nationale de l'enseignement supérieur et des objectifs de formation du marché du travail, que les employeurs subissent les pressions de la compétition mondiale qui les incitent à réduire leurs effectifs, à acheter à l'étranger, etc., et que les étudiants sont soumis à des contraintes financières personnelles quand ils investissent dans leurs études.

Les gouvernements peuvent vouloir renforcer l'engagement des universités au service du développement économique, mais les moyens permettant d'atteindre cet objectif sont loin d'être clairs, en particulier si l'on tient compte du prix que les universités attachent à leur autonomie. Celle-ci est associée à diverses institutions, souvent à un échelon régional aussi bien que national, et selon des modalités qui ont évolué avec l'histoire. Pour ces universités où la recherche joue un rôle très important, les questions régionales peuvent n'avoir qu'un intérêt secondaire. Ces institutions considèrent qu'elles servent la région en attirant des étudiants venus de l'étranger qui, rejoignant ceux qui résident sur place, ajoutent au stock local de capital humain. Elles contribuent également à attirer l'investissement et, éventuellement, à le retenir par les liens de la formation et de la recherche. Elles contribuent ainsi à un développement régional exogène. Néanmoins, même dans les universités où la recherche est très importante, certains départements, certains programmes d'études et certaines activités de recherche comporteront de fortes connexions régionales.

A côté de ces institutions, on trouve dans la plupart des régions d'autres établissements pour lesquels le service de la communauté locale ou régionale demeure un élément central de leur mission. Les universités régionales ont aussi des liaisons nationales et internationales qui peuvent faciliter pour les firmes locales et pour les étudiants de la région les contacts avec le reste du monde. Enfin, entre ces deux extrêmes, il peut y avoir des universités qui s'efforcent de développer leur base de recherches dans certains domaines et qui, ce faisant, consacrent des ressources considérables à leur "mondialisation". Le problème consistant à déterminer quelle est la combinaison d'institutions et, ce qui est plus important encore, la combinaison de programmes d'enseignement et de recherche, qui facilitera le mieux le développement économique d'une région revêt une importance décisive. Avec un choix judicieux de mesures incitatives pour les procédures officielles d'évaluation des universités et pour les programmes de formation des cadres, il serait possible de faire en sorte que les signaux appropriés parviennent aux diverses universités et trouvent une place dans leurs programmes.

En ce qui concerne l'évaluation, des critères régionaux pourraient être pris en compte dans les opérations nationales d'évaluation de l'enseignement et de la recherche. En outre, des arguments convaincants peuvent être avancés en faveur de l'instauration d'un processus régional d'évaluation qui serait mené par les universités elles-mêmes. Cette évaluation pourrait être réalisée avec l'aide de consultants ayant une compétence particulière en matière de développement économique et de gestion de l'enseignement supérieur. Elle porterait sur l'organisation institutionnelle, l'enseignement, la recherche et autres services répondant ou pouvant répondre aux besoins régionaux. Le résultat de l'évaluation pourrait être pris en considération par un fonds national de développement qui assurerait le financement initial des initiatives visant à renforcer la contribution de l'université au développement économique. Les institutions seraient libres de participer à un programme de ce genre et/ou de le limiter aux éléments de leur activité qu'elles jugent pertinents pour la région.

Les évaluations devront répondre à un certain nombre de questions, à savoir notamment :

Synthèse : L'université reconnaît-elle que, par sa nature même, le processus de développement territorial se fonde sur une large base comportant des éléments économiques, technologiques, environnementaux, sociaux, culturels et politiques). L'université est en mesure de contribuer à ce processus sur un large

front, notamment en mettant en lumière les interconnexions entre ces différents secteurs. L'engagement régional fournit même une occasion de réaffirmer l'unité de l'université en tant qu'institution implantée dans un lieu bien déterminé.

Collaboration : Existe-t-il des procédures destinées à favoriser la collaboration inter-universitaire ? Toutes les universités d'une même région ont intérêt à accroître leur participation au processus d'apprentissage tout au long de la vie. L'"élargissement du marché" doit être préféré au mercantilisme, ce qui impliquera une collaboration au sein de chacun des niveaux du système éducatif et entre ces niveaux, écoles et "collèges" compris.

Partenariats : Les objectifs des partenariats sont-ils clairs ? Les partenariats sont pour le long terme et il faut qu'ils ne se bornent pas à identifier des sources de financement additionnelles mais qu'ils génèrent un dialogue influant sur le comportement des participants.

Bilan et mesure : Qui parle à qui au sujet de quoi ? Les modalités de l'engagement régional de l'université devront faire l'objet d'un bilan et le flux d'information correspondant devra être mesuré. L'obtention de renseignements sur le flux des étudiants qui suivent des programmes universitaires et se dirigent ensuite vers le marché du travail régional est une tâche fondamentale pour l'université.

Mise en valeur des ressources humaines : Est-ce que les tâches à accomplir à l'échelon régional s'insèrent dans des politiques institutionnelles de mise en valeur des ressources humaines ? Les tâches nouvelles exigent des compétences nouvelles de la part des administrateurs et des enseignants et il faut qu'elles soient prises en considération par l'université dans ses programmes relatifs aux ressources humaines.

Priorités : Quelle est la contribution spécifique que l'université peut apporter aux tâches régionales ? Quelle que soit l'ampleur que cette contribution est susceptible de revêtir, l'université devra accorder la priorité aux secteurs dans lesquels elle peut apporter au développement de la région la contribution présentant le meilleur rapport coût-efficacité.

Identité géographique : Quelles sont les caractéristiques propres à la région que l'université peut favoriser ? Les processus de développement ont des motivations mondiales, économiques, technologiques, sociales et culturelles, mais celles-ci ont des interactions très différentes avec les trajectoires spécifiques du développement régional. L'université devra élaborer une compréhension collective de sa région pour déterminer les éléments qui se prêtent particulièrement à son engagement.

Politique régionale : Quelles sont les motivations principales de la politique régionale ? Les institutions régionales et nationales ont une série de politiques destinées à favoriser le développement régional. L'université a besoin de comprendre ces politiques et d'identifier les secteurs dans lesquels elle peut fournir un soutien et faciliter la réalisation des objectifs desdites politiques.

Leadership : Quel rôle l'université joue-t-elle dans le leadership régional ? Les universités ne doivent pas seulement se conformer à la politique établie, elles ont les moyens d'établir des listes de tâches à accomplir à l'échelon régional et national. Il ne s'agit pas simplement en l'occurrence d'injecter de bonnes idées dans le processus établi ; il faut également édifier la capacité institutionnelle permettant de faire avancer ces idées.

Enseignement et apprentissage : Est-ce que les informations sur le marché du travail régional ont influencé la teneur des programmes d'enseignement et d'apprentissage ? Des mécanismes sont actuellement mis en place dans certaines universités pour répondre aux missions de recherche de l'agenda régional, mais il apparaît que les progrès ont été moins nets pour ce qui est d'ajuster l'enseignement et l'apprentissage aux besoins régionaux.

Champ d'action principal: Est-ce que l'engagement régional s'est intégré au champ d'action principal de l'université ? Beaucoup d'universités ont créé des postes de préposés au développement régional, mais il

reste difficile de savoir dans quelle mesure ces décisions ont exercé une influence sur-le-champ d'action principale de l'enseignement et de la recherche.

Communications : Est-ce que les besoins et les priorités de la région ont porté à la connaissance de tous les intéressés dans les universités ? En plus d'un engagement stratégique, il y aura des occasions d'engagement régional suscitées de l'extérieur et de l'intérieur qu'il faudra faire connaître dans toute l'institution. Les bulletins d'information, le courrier électronique et les tribunes de discussion établies sont autant de vecteurs pour cette communication.

Recherche et renseignement : L'université fournit-elle à la région des renseignements sur ses plans pour l'avenir? Pour contribuer à l'élaboration du programme de développement régional, l'université devra faire appel à son réseau mondial et à ses sources d'information extérieures et adapter l'information ainsi recueillie aux besoins régionaux.

Capacité de réaction : L'université est-elle en mesure de répondre rapidement à des besoins régionaux qui n'avaient pas été prévus ? Le développement économique est à la fois opportuniste et stratégique. Si les occasions qui peuvent se présenter (par exemple, diffusion d'une nouvelle technologie, projets d'investissement mobiles, nouvelles incitations fiscales, nouvelles réglementations) ne sont pas saisies dans la région, ce sont d'autres régions ou d'autres pays qui en profiteront. L'université devra mettre en place des mécanismes permettant de réagir à des situations nouvelles, en lançant par exemple, de nouveaux cours ou de nouveaux programmes de recherche.

En plus de ces évaluations, il serait nécessaire d'avoir un programme de mise en valeur des ressources humaines visant les personnes qui, à l'intérieur et à l'extérieur des universités, exercent en matière de développement économique concerté des fonctions transcendant les frontières disciplinaires. L'un des facteurs déterminants du succès dans les partenariats régionaux est la présence d'animateurs qui interviennent au point de contact entre différents réseaux ou organisations. Un petit nombre de personnes, dans les universités, dans les organismes chargés du marché du travail et du développement économique et dans les entreprises dynamiques, occupent des postes dont l'une des fonctions principales consiste à établir des réseaux en dehors de leur organisation. Les titulaires de ces postes s'acquittent de cette tâche en raison de leurs compétences personnelles et professionnelles, mais ils ont besoin d'un soutien technique pour leur perfectionnement professionnel ainsi que d'un soutien moral de la part des individus et des groupes qui les entourent. Pour l'essentiel, les compétences et capacités nécessaires ont un caractère intuitif et s'apprennent par la pratique, mais le fait qu'on ait de plus en plus besoin de personnes de ce genre donne à penser qu'une formation et un soutien plus fondamentaux seraient nécessaires. Parmi les compétences pertinentes, on peut mentionner la constitution de réseaux, la facilitation, la capacité de travailler avec des cultures étrangères, la formulation de projets, la planification et la gestion de contrats, l'obtention de concours financiers, l'organisation personnelle, les techniques de supervision et de soutien personnel, la compréhension des politiques et de la dynamique de l'organisation. L'instauration d'un programme de perfectionnement de ce genre pour des personnes opérant à l'interface entre l'université et la région constituerait un nouveau petit pas en avant vers l'amélioration de la gestion. Des considérations du même genre s'appliquent à d'autres parties prenantes qui travaillent à rendre la région plus compétitive.

Sujets de réflexion

- L'importance de l'interaction entre les producteurs, les diffuseurs et les utilisateurs du savoir aboutissant à une structure de représentation collective des intérêts et à une conscience mutuelle d'un objectif commun.
- Il pourrait être intéressant de réaliser des audits pour déterminer les "compétences appropriées" que devraient avoir les diplômés de l'université (en fonction de la stratégie globale de développement de la région) et la contribution de l'université au développement social et communautaire.

- Les besoins en évolution rapide des employeurs et du marché du travail ont une incidence sur les programmes d'études. Les universités ont bien réussi en ce qui concerne les aspects de l'enseignement relatifs au savoir-quoi et au savoir-pourquoi et elles s'améliorent en ce qui concerne le savoir-comment en incorporant aux programmes d'enseignement le savoir tacite acquis grâce aux stages dans les entreprises, mais pour la dimension du savoir-qui, la situation est beaucoup moins satisfaisante.
- Est-ce que des réseaux internationaux pourraient jouer un rôle dans la réduction des incertitudes et le partage du savoir ?
- Est-ce que des critères régionaux pourraient être pris en compte dans les évaluations nationales de l'enseignement et de la recherche ?
- Est-ce qu'une formation et un soutien plus fondamentaux pourraient être fournis à ceux qui font la liaison entre différentes organisations (par exemple pour des compétences telles que la création de réseaux, la facilitation, le travail avec d'autres cultures, la formulation de projets, la gestion de la planification et des contrats, l'obtention d'un soutien financier) ?
- Quels sont les conséquences d'une interaction université-région au sein de l'université ?

Remerciements

Le présent document a été rédigé sur la base d'un rapport établi à l'intention du Département de l'éducation et de l'emploi du Royaume-Uni sur les universités et le développement économique par un groupe de chercheurs et dirigeants d'entreprises à l'université de Newcastle travaillant dans le cadre de la Newcastle School of Management (ayant à sa tête Roger Vaughan). Les autres membres de l'équipe étaient Madeleine Atkins, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation, Roger Vaughan, Richard Firth, directeur du service d'orientation professionnelle, Richard Tomlin, directeur des services de recherche, et John Dersley, fonctionnaire de l'université chargé du développement régional. Je voudrais également remercier mon collègue du Centre d'études du développement urbain et régional, David Charles, pour les contributions qu'il a apportées.

Références

- Amin, A. et Thrift, N. (dir. publ.) (1994) *Globalisation, Institutions and Regional Development in Europe*, Oxford University Press, Oxford.
- Florida, R. (1995) "Toward the learning region", *Futures*, 27(5), p. 527-536.
- Gibbons M., Limoges C., Nowotny H., Schwartzman S., Scott P., Trow M. (1994) *The New Production of Knowledge*, Sage Publications, Londres.
- Goddard, J.B., Charles, D.R., Pike, A., Potts, G. et Bradley D. (1994) *Universities and Communities*, + Committee of Vice Chancellors and Principals, Londres.
- Kanter, R.M. (1995) *World Class : Thriving Locally in the Global Economy*, Simon and Schuster, New York.
- Lundvall, B.-A. (1988) "Innovation as an interactive process : from user-producer interaction to the national systems of innovation", dans G. Dosi et al, *Technical Change and Economic Theory*, Frances Pinter, Londres.
- Lundvall, B.-A. (dir. publ.) (1992) *National Systems of Innovation. Towards a theory of innovation and interactive learning*, Pinter, Londres.
- Lundvall, B.-A., Johnson, B. (1994) "The learning economy", *Journal of Industry Studies*, 2, p. 23- 42.

Putnam, R.D., avec Leonardi, R. et Nanetti, R.Y. (1993) *Making Democracy Work : Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton, NJ.

Van der Meer, E. (1996) *Knowledge on the Move : The University as a Local Source of Expertise*, Université d'Amsterdam.

Annexe 1

UNIVERSITES ET COMMUNAUTES

Résumé d'un rapport destiné à la Commission des vice-chanceliers et chefs d'établissement Centre d'études du développement urbain et régional Université de Newcastle upon Tyne

1. *Les universités dans un environnement en évolution raison d'être et approche de l'étude*

1.1 *Les changements dans l'enseignement supérieur*

La participation à l'enseignement supérieur est désormais le fait d'un éventail social plus large.

Le nombre des dispensateurs d'enseignement supérieur a augmenté, créant un problème "commercial" de différenciation du produit qui permet de mettre l'accent sur telle ou telle particularité locale unique.

Le développement futur se caractérisera par l'augmentation du nombre des étudiants restant à leur domicile et par une demande accrue de perfectionnement professionnel permanent.

1.2 *Réorganisation administrative*

Beaucoup d'organismes non gouvernementaux quasi autonomes font appel aux universités pour pourvoir des postes de leur conseil d'administration.

Les universités peuvent satisfaire les demandes d'analyse indépendante, de tribunes neutres et de leadership local, surtout dans le domaine du développement économique.

Un engagement accru du secteur privé dans la communauté locale (par exemple, avec la privatisation des services publics de distribution dont les profits dépendent de la santé de l'économie locale) peut stimuler des alliances nouvelles avec les universités.

La réorganisation et les priorités nouvelles du Service de santé avec incorporation de disciplines non médicales offrent d'importantes possibilités.

1.3 *Le changement technologique*

L'ampleur, la complexité, la rapidité et l'intensification scientifique croissantes de la R- D industrielle sonnent le glas du modèle linéaire d'innovation.

Les changements dans l'organisation de l'innovation industrielle comportent notamment : une décentralisation de la R-D et son intégration à la production, un rôle accru des petites firmes et des rapports clients/fournisseurs en matière d'innovation.

Les pouvoirs publics exercent des pressions pour que les retombées directes de l'investissement public dans la science soient plus démontrables.

Beaucoup estiment, sur la base d'un petit nombre d'exemples, que les processus de transfert de technologie peuvent être localisés.

1.4 *Le changement dans la communauté*

Le changement géographique entraîne un bouleversement de l'environnement local pour les universités : déplacement vers la banlieue des activités du centre-ville, délabrement de ce dernier, délocalisation vers de petites villes, mouvement Nord-Sud.

La nouvelle dynamique industrielle comporte notamment un déclin des industries manufacturières et une croissance du secteur des services, en particulier tourisme et “industries” culturelles.

L'extension du secteur bénévole (assistance au sein de la communauté) se substitue en partie au rôle de l'Etat dans les services communautaires.

Les universités concourent aux tendances de transformation et d'amélioration (par exemple, rôle dans les centres-villes, “vente” de la ville).

1.5 Approche de l'étude

Une vaste gamme d'études précédentes avaient été axées sur des aspects particuliers tels que l'impact économique direct, le transfert de technologie, les questions immobilières et la planification.

Certains sujets importants avaient dû être éludés, par exemple les changements dans les services de santé, l'éducation permanente, les cas particuliers de Londres, d'Oxford et de Cambridge, de l'Irlande du Nord, du pays de Galles et de l'Ecosse, le rôle de l'Université ouverte.

L'hypothèse de départ a été qu'une amélioration des relations de l'université avec la communauté était souhaitable et qu'elle serait à l'avantage des deux parties, encore que cela n'aille pas de soi.

Les problèmes essentiels pour les vice-chanceliers consistent à réaliser un équilibre entre une prise de conscience globale et une capacité de réaction locale, entre une stratégie centrale (installations centrales) et un engagement décentralisé (départements et individus).

1.6 Méthodes

Etude de la littérature, statistiques officielles, examen de documents et enquête par questionnaire.

Les réponses à l'enquête reflètent les perceptions et les aspirations des dirigeants universitaires, mais non pas nécessairement ce qui se passe au sein des départements ; des entretiens plus poussés sont nécessaires pour appréhender les processus.

Principales composantes de l'étude: impact économique local (statique), développement économique local (dynamique), environnement bâti, développement social et communautaire.

2. Définir la communauté locale

2.1. Environnement physique : le contexte historico-culturel

Cinq grandes catégories d'institutions ont été identifiées.

Universités anciennes où le paysage urbain et le fonctionnement du centre-ville sont dominés par l'université : l'image et la perception de la ville s'identifient à l'université, mais sans que l'institution elle-même soit orientée vers la ville (Par exemple, Oxford, Cambridge, St Andrews, Durham).

“Colleges” municipaux implantés dans des lieux qui ne sont pas étroitement associés à l'enseignement supérieur (Par exemple, Coventry, Sunderland, Derby).

Universités métropolitaines populaires (“red brick”) ayant une forte identité régionale (par exemple, Leeds pour le West Yorkshire, Newcastle pour le Nord-Est, Manchester pour le Nord-Ouest, Birmingham pour les West Midlands).

Campus créés après la guerre situés à l'extérieur de grandes villes ou dans de petites villes avec un enracinement local limité (Par exemple, York, Canterbéry, Lancaster).

Campus décentralisés sur plusieurs sites répartis dans une région (Par exemple, Northumbria, Anglia, De Montfort, Ulster).

2.2. Evaluations d'impact

Les circonscriptions administratives se prêtent rarement à l'établissement des statistiques nécessaires quand on veut étudier la zone d'un marché du travail local où la majorité du personnel vit et travaille.

Il existe de grandes variations dans le degré d'autonomie en matière d'achat de biens et de services selon la taille de la ville et son emplacement par rapport à d'autres centres.

Plus la zone d'évaluation de l'impact est étendue, plus le degré d'autonomie en matière de dépenses est grand, mais plus l'impact relatif est faible.

2.3. Extension territoriale des services

L'extension territoriale des services varie selon leur spécialisation et la propensité des consommateurs à voyager, laquelle dépend elle-même de la fréquence d'utilisation des services.

Exemples : les installations sportives peuvent avoir un caractère local, le transfert de technologie un caractère régional et international.

Les circonscriptions administratives (par exemple, autorités locales, Conseils de formation et d'entreprises (TEC), autorités sanitaires régionales) sont importantes pour le financement.

2.4. Perception des missions locales

Les plans institutionnels définissent des communautés locales spécifiques, certaines sont régies par des statuts dans le cas des "vieilles" universités.

Les universités "nouvelles" à sites multiples conquièrent des territoires en créant de nouvelles antennes (par exemple, Northumbria : Carlisle ; Durham : University College de Teeside).

Des délimitations à deux niveaux sont fréquentes (Sunderland : Wearside et le Nord- Est ; Warwick : Coventry et les West Midlands).

L'accentuation régionale donnée aux plans institutionnels est plus grande dans le Nord que dans le Sud, et une priorité plus élevée est attribuée aux liens avec la communauté.

3. Les impacts économiques locaux

3.1. La géographie des universités du Royaume-Uni.

Rares sont maintenant les grandes villes ou les sous-régions qui n'ont pas d'université.

Dix-sept institutions majeures se trouvent à Londres ; plusieurs villes ont pour la première fois deux universités.

Les inégalités de développement des périodes d'expansion antérieures ont été maintenant rectifiées.

3.2. Répartition régionale de l'emploi dans les universités

On observe une concentration de l'emploi dans le Sud-Est, mais cela correspond à la part que la région occupe dans l'emploi total.

Surreprésentation marquée de l'enseignement supérieur en Ecosse.

Les universités sont un élément de croissance important dans les économies régionales lorsque d'autres secteurs ont décliné ou croissent moins rapidement.

3.3. Répartition urbaine de l'emploi dans l'enseignement supérieur

L'emploi dans l'enseignement supérieur est concentré dans les villes : les dix plus grandes villes, où l'on trouve 34% de tous les emplois, représentent 46% de l'emploi dans l'enseignement supérieur ; 31 des 33 zones urbaines totalisant plus de 100.000 emplois ont de universités.

Dans beaucoup de grandes villes (Manchester, Edimbourg, Glasgow, Sheffield et Nottingham) la part de l'enseignement supérieur dans l'emploi total est le double de la moyenne nationale.

Dans ces villes, les universités sont souvent au nombre des plus gros employeurs : elles occupent le troisième et le cinquième rangs à Newcastle, le huitième à Nottingham. Dans le Nord-Est, les firmes privées employant plus de 1.000 personnes sont moins de 30, mais 5 universités appartiennent à cette catégorie.

3.4. Mesurer les impacts économiques locaux

Evaluer l'effet direct sur l'emploi comme la somme de l'emploi par l'université et des emplois supplémentaires créés ou bien maintenus pour répondre à la demande de l'université (dépenses consacrées aux biens et services).

Composantes de l'évaluation : dépenses totales de personnel, dépenses autres que les salaires, dépenses pour l'emploi et dépenses en capital, dépenses des étudiants en dehors de l'université, dépenses de l'association des étudiants.

Il est nécessaire d'apporter des correctifs à l'évaluation pour tenir compte d'éléments venant directement en déduction pour les raisons suivantes : proportion du personnel vivant en dehors de la localité, dépenses du personnel et des étudiants pour des services en dehors de la localité, proportion des étudiants qui ne sont pas de la localité, capacité des firmes locales à répondre à la demande de l'université.

La plupart des études d'impact n'ont pas opéré ces correctifs et ont utilisé les multiplicateurs habituels.

L'impact secondaire subi fortement l'influence de la géographie locale ; en général, plus la localité est grande, plus l'impact est faible.

Exemples : Lancaster fournit 1.352 emplois directs plus 351 emplois indirects (5,9% de l'emploi total de la ville) ; la Polytechnique de Bristol fournit 1.114 emplois directs plus 2.100 emplois indirects supplémentaires (2,9% de l'emploi total de la ville).

4. Développement économique local

4.1. Transfert de technologie

Le transfert de technologie est l'une des activités principales de liaison avec l'extérieur et généralement la plus importante en termes d'interaction locale.

Cette interaction reflète la demande de l'industrie, les perspectives de développement local (développement endogène, implantation d'usines nouvelles), les pressions des pouvoirs publics.

Le transfert de produits intégrant un savoir technique n'est pas la forme la plus importante d'interaction. L'interaction revêt pour une large part une forme immatérielle (connaissances acquises en travaillant et mouvement des personnes).

C'est le modèle de liaison en chaîne qui rend le mieux compte d'un processus dans lequel le cycle d'innovation industriel est lié, à tous les stades, au corpus de savoir scientifique.

Les firmes et les scientifiques doivent trouver les partenaires voulus dans le monde entier ; en revanche, les petites firmes locales ont beaucoup moins de chances de mettre la science à contribution et de financer des recherches.

4.2. Mécanismes de transfert

Les subventions et contrats de recherche faisant intervenir des partenaires industriels sont des mécanismes importants. Dans l'ensemble, ce sont les universités situées dans les régions les plus prospères qui tirent les revenus les plus élevés de ces sources.

Les recettes provenant des conseils de la recherche ainsi que de l'industrie présentent en gros une physionomie analogue, mais avec quelques exceptions (par exemple, Oxford, Cambridge, Edimbourg, Essex et Sussex dépendent beaucoup des conseils de la recherche ; Nottingham, Dundee, Surrey et Warwick dépendent davantage de l'industrie).

Les enquêtes montrent que les contacts avec l'industrie ont en grande partie un caractère non local.

Services de consultants : fournissent une possibilité de transfert du savoir existant et facilitent l'adaptation aux besoins régionaux. Toutefois, quand l'université a pour politique de favoriser des arrangements individuels pour la fourniture de consultants, cette adaptation a moins de chances de se produire que lorsque des initiatives sont expressément prises à cette fin comme par exemple dans la cas du Sheffield Hallam Advanced Manufacturing Technology Centre ou du Newcastle Engineering Design Centre.

Octroi de licences : celles-ci sont accordées le plus souvent à l'échelon non local parce qu'il est difficile de faire correspondre produits ou inventions aux capacités des firmes locales. La rentabilité est très incertaine en raison du temps qu'il faut consacrer à la gestion.

Echanges de personnel : travail sur des projets avec des étudiants (par exemple, Sheffield PLUS), stages de formation professionnelle alternés, rétention de diplômés sur le marché local du travail, programmes d'enseignement dans les entreprises, professeurs invités. Toutes ces initiatives contribuent pour beaucoup au transfert de technologie, mais elles sont rarement présentées comme telles.

Extensions : il en existe des exemples depuis longtemps, mais elles se font maintenant à un rythme plus rapide avec le développement de la technologie de l'information et des biotechnologies. Il convient de signaler le développement récent d'entreprises de campus dans lesquelles l'université prend une participation majoritaire (par exemple, ULIS avec un chiffre d'affaires de 5 millions de livres sterling, SUBS avec un chiffre d'affaires de 11,5 millions de livres sterling).

Parcs scientifiques : l'engagement effectif des universités est généralement faible, mais elles tirent profit d'une mise en valeur réussie du terrain sans avoir à consacrer beaucoup de temps à la gestion. Le groupe de pression des parcs scientifiques risque de faire passer au second plan toute une série d'autres mécanismes qui sont plus importants.

4.3. Soutien non technologique à l'industrie

Les écoles de gestion ont un rôle très important à jouer étant donné que les décisions d'investir dans la technologie et dans sa bonne utilisation dépendent de l'ouverture d'esprit et de la compétence de ceux qui dirigent.

Certaines écoles de gestion se spécialisent dans les besoins des petites entreprises, mais cela peut compromettre la réalisation d'objectifs de recherche.

Les connaissances non scientifiques (par exemple, politique des pays étrangers, langues) ont un rôle important à jouer pour élargir les débouchés des firmes locales.

4.4 Investissement intérieur

Rares sont en Angleterre les organismes d'investissement intérieur qui sont en mesure de faire connaître, avec assez de détails, les points forts en matière scientifique ou les ressources en personnel qualifié d'universités locales.

La tendance à la décentralisation de certaines entreprises crée des possibilités de relever le niveau d'usines locales : les chances de réinvestissement sont considérablement accrues quand l'implantation locale est forte et notamment lorsqu'elle comporte des liens avec l'enseignement supérieur.

4.5 Enseignement professionnel

Diplômes professionnels du niveau de la licence avec stages de formation professionnelle alternés ; initiative de l'"entreprise dans l'enseignement supérieur"; perfectionnement professionnel permanent (droit, architecture, planification, travail social, gestion, éducation, santé). Reconnaissance des cours d'enseignement postsecondaire ; disciplines nouvelles (par exemple, soins infirmiers) ; perfectionnement du personnel ("Investisseurs dans les personnes").

Rôle déterminant des Conseils de formation et d'entreprise (TEC) : réalisation conjointe avec les universités d'analyses sur les besoins du marché du travail, patronage de cours de brève durée, consultations ponctuelles pour les entreprises ; ces liaisons sont insuffisamment développées, surtout dans les "vieilles" universités.

4.6 Tourisme

Les universités constituent des "attractions" pour les visiteurs, mais celles-ci sont généralement d'importance mineure : elles contribuent à augmenter la durée du séjour et la dépense totale sans être la raison de la visite.

Accueil pendant les vacances de conférences représentant 6,4% du marché des conférences en termes de journées. Trente universités organisent au long de l'année des centres de formation à la gestion représentant 15% du marché britannique.

Toutefois, les universités perdent actuellement du terrain parce que les installations hôtelières ne sont pas d'une catégorie assez élevée, en particulier pour la nourriture.

5. L'environnement bâti

5.1 Qualité de l'environnement bâti

Les bâtiments universitaires contribuent en général à la qualité de l'environnement bâti et ceux qui le défigurent sont l'exception. 75% des universités ont la charge de certains bâtiments classés, qui, dans certains cas, représentent jusqu'à la moitié de la surface totale classée.

L'emplacement central de nombreuses universités et l'accès qu'elles ménagent au public signifient qu'elles jouent un rôle important en ce qui concerne la valeur et la qualité de l'"espace public" dans la ville. L'expansion actuelle "à bon marché" compromet cette qualité.

L'évolution des besoins de l'université en matière de recherche et d'enseignement remet en question le maintien de certains des espaces considérés (par exemple, jardins botaniques, musées d'histoire naturelle).

5.2. Rénovation urbaine due aux besoins immobiliers

Les universités ont actuellement besoin d'espaces supplémentaires : une enquête de 1991 portant sur 28 universités a révélé que 58% de celles-ci projetaient d'acquérir des bâtiments nouveaux et que 65% procédaient à d'importants travaux de modernisation. Une enquête de 1993 sur 32 "vieilles" universités a révélé que celles-ci construisaient 15.000 nouveaux logements pour les étudiants.

L'expansion revêt des formes diverses : surpeuplement des campus, création d'antennes hors des villes et, plus récemment, installations dans les centres-villes où les Offices de développement urbain et autres organismes, incapables de poursuivre le mouvement de rénovation urbaine des années 1980 (Coventry, Humberside, Docklands de Londres, Sheffield, Sunderland, Teesside), souhaiteraient maintenant que les universités prennent le relais.

5.3 Le marché des locations privées

Les étudiants fournissent une importante contribution aux marchés du logement dans les villégiatures balnéaires (Lancastre/Morecombe, Brighton, Bournemouth).

Ce phénomène a cependant des incidences défavorables sur le niveau des loyers pour les populations locales en raison du prix élevé auquel sont loués les logements occupés par plusieurs personnes.

Le logement des étudiants entraîne en outre des atteintes à l'environnement pour ce qui est de l'entretien, de la sécurité, etc.

5.4 A ménagement de l'espace

Le permis de construire pour les logements d'étudiants et le stationnement des voitures sont souvent des sources de conflit avec les autorités locales.

Les universités ayant pris longtemps l'habitude de restaurer et d'adapter des bâtiments existants plutôt que d'élargir leurs implantations, certains services d'urbanisme en sont venus à les considérer comme des institutions statiques et à adopter en conséquence des réglementations d'utilisation des sols exagérément restrictives.

Certains services d'urbanisme profitent du fait que les universités sont relativement immobilisées dans leurs implantations actuelles et ne peuvent déménager pour imposer des règlements et obtenir des avantages excessifs en matière d'urbanisme.

En général, sinon sur tous les points, les universités et les services d'urbanisme ont des objectifs similaires. Les services devraient spécifier en termes plus positifs ce qu'ils veulent réaliser au lieu d'insister sur ce qu'ils veulent empêcher.

6. Développement social et communautaire

6.1. Enseignement communautaire et recrutement local

Les "nouvelles" universités pratiquent plus que les autres un recrutement à l'échelon local ; la moitié environ des "vieilles" universités estiment qu'elles recrutent moins de 20% de leurs étudiants à l'échelon local, alors que la moitié des "nouvelles" universités en recrutent plus de 40%. C'est en Ecosse que le recrutement local est le plus marqué, et 70% des étudiants de l'université de Strathclyde sont originaires de la région.

6.2. Accès et élargissement des admissions

Les "nouvelles" universités ont une proportion plus élevée de leurs étudiants qui sont des adultes ou qui sont admis avec des qualifications non conventionnelles.

Certaines "vieilles" universités s'engagent actuellement dans la même direction (par exemple, l'université de Salford avec un diplôme 2+2). Le nombre des universités ayant conclu des accords d'admission avec le secteur de l'enseignement postsecondaire est aussi élevé dans le cas des "vieilles" universités que des "nouvelles".

6.3. Education permanente non professionnelle

Le volume de cette activité varie considérablement d'une université à l'autre ; c'est dans les universités orientées vers l'industrie (par exemple, Heriot-Watt, London Business School) qu'elle est la moins importante.

L'éducation permanente non professionnelle est moins développée dans les "nouvelles" universités, qui insistent davantage sur l'enseignement professionnel.

6.4. Conférences publiques et autres modalités de communication

78% des universités organisent des conférences publiques gratuites et 17% font payer pour ces conférences. Celles-ci sont souvent organisées en concertation avec des organismes locaux.

6.5. Equipements sportifs locaux

Les "vieilles" universités offrent plus de possibilités, mais elles s'abstiennent en général de faire de la publicité pour leurs équipements afin que ceux-ci puissent servir avant tout leurs propres besoins.

Beaucoup d'équipements ont été aménagés en concertation avec les autorités locales et il existe une certaine réciprocité pour l'accès des étudiants à des équipements extérieurs.

6.6. Accès aux bibliothèques et autres services

90% des universités offrent un certain accès à leur bibliothèque principale, mais s'abstiennent de le faire savoir.

En matière d'information, la demande porte surtout sur la documentation professionnelle et la législation européenne.

Les autres services comprennent notamment des espaces pour les expositions, des centres linguistiques, des services d'autobus.

6.7. Contribution à la vitalité culturelle

Dans les petites villes, les centres artistiques universitaires polyvalents sont devenus des centres culturels importants pour la région alors que, dans les villes plus importantes, les installations universitaires ne jouent qu'un rôle d'appoint.

Les associations d'étudiants jouent un rôle important dans la culture locale pour les jeunes. Leurs concerts fournissent un espace intermédiaire entre les clubs et les grandes salles et offrent des perspectives intéressantes à de jeunes talents.

Suivant un usage général, la propriété de nombreuses installations universitaires est désormais transférée à des organismes indépendants sans but lucratif ou à d'autres organisations partenaires.

6.8. Musées et galeries d'art

Sur un total de 300 collections universitaires, 76 sont classées par la Commission des musées et galeries comme étant d'"importance nationale". Plusieurs bénéficient d'un financement spécial du Conseil de financement de l'enseignement supérieur pour l'Angleterre ; 54 sont ouvertes au public.

L'insuffisance du financement a entraîné une réduction des heures d'ouverture et du nombre des pièces exposées. Le manque de rapport avec les besoins actuels des universités a incité certaines de celles-ci à se défaire d'une partie de leurs collections.

6.9. Services rendus par l'université à la communauté

Les universités sont des éléments importants du secteur communautaire en raison de la formation qu'elles assurent pour la pratique du travail social, de la médecine, etc.

Les universités apportent également une contribution à la communauté par la recherche sociale dans des domaines tels que les études sur la police, le logement, les services de santé.

6.10. Liens entre les étudiants et la communauté

125 groupes d'action estudiantins fournissent 15 000 bénévoles qui collaborent avec des organisations communautaires bénévoles et officielles.

La valeur économique de cette activité est estimée à 6,9 millions de livres sterling ; les collectes organisées par les étudiants rapportent environ 2 millions de livres sterling par an pour les projets qu'ils organisent au service de la communauté.

L'expérience américaine a montré l'intérêt qui s'attache à l'utilisation de bénévoles au service de la communauté locale ; les étudiants acquièrent ainsi une formation et des compétences dont ils pourront faire usage ensuite pour la résolution de problèmes et la négociation. Cette "éducation à la citoyenneté" rapproche les besoins de la communauté de la mission éducative de l'université.

7. Gérer l'interface université-communauté

7.1. Stratégies à l'égard des communautés locales

Seules 4 universités sur 65 ne font pas mention de la communauté locale dans leurs plans institutionnels ; 81 % ont vu leur participation s'accroître depuis quelques années, mais 47 % seulement des "vieilles" universités considèrent cette question comme hautement prioritaire, contre 74 % pour les "nouvelles" universités.

Les "nouvelles" universités sont plus enclines à considérer qu'elles soutiennent les institutions régionales alors que les "vieilles" universités insistent sur leur contribution à la vie culturelle de leur région.

La majorité des "vieilles" universités se considèrent comme des "institutions internationales désireuses de fournir un soutien à l'échelon local", alors que la plupart des "nouvelles" universités "désirent servir la communauté locale et développer des liaisons internationales".

53% des "vieilles" universités se considèrent comme prenant les devants en faveur de la communauté, contre 78% des "nouvelles" universités. Cependant, il est peut-être plus facile pour les premières de créer des liaisons à l'échelon local que, pour les secondes, de prendre un caractère international.

7.2. Structurer les relations entre l'université et la communauté

Les "nouvelles" universités ont plus de chances d'avoir une politique clairement formulée pour leurs relations avec la communauté, un personnel expressément chargé de ces relations et des règlements pour l'établissement de rapports à ce sujet. Les universités anciennes ont des responsabilités plus diffuses et des mécanismes informels. Faut-il y voir un contraste entre une approche stratégique et un engagement tactique?

Etant donné que les liaisons avec la communauté intéressent la plupart des fonctions au sein de l'université, elles sont dans la plupart des cas coordonnées au niveau des vice-chanceliers ou des vice-chanceliers adjoints.

Dans les "vieilles" universités, un soutien central est fourni par les services s'occupant d'éducation permanente, de liaison avec l'industrie, de relations publiques et d'orientation professionnelle. Dans les "nouvelles" universités, cette responsabilité est généralement confiée à l'un des dirigeants de l'université, comme le "directeur des affaires institutionnelles".

Dans certaines "vieilles" universités, on met actuellement en place des structures nouvelles, par exemple le groupe consultatif régional du Comité de la politique et des ressources à Exeter ou l'Office régional à Sheffield.

Plusieurs "nouvelles" universités ont pour objectif de faire en sorte que la totalité de leur personnel prenne conscience de l'engagement de l'université en faveur de la région et s'en considère responsable.

7.3. Relations avec les organismes locaux

Les statuts des "vieilles" universités exigent souvent que des organismes extérieurs soient représentés à des qualités dans les organes directeurs de l'université, alors que les "nouvelles" universités insistent pour que la représentation ait un caractère personnel.

Plus de la moitié de toutes les universités ont des réunions régulières avec les autorités locales ; dans le cas des "nouvelles" universités, ces réunions portent le plus souvent sur le développement économique, la rénovation urbaine et les questions relatives au marché du travail. 81 % des "nouvelles" universités font état de bonnes relations avec les autorités locales, contre 43 % pour les "vieilles" universités.

Les "nouvelles" universités ont établi de bonnes relations de travail avec les TEC. Les relations avec les autres organismes de développement sont plus importantes dans le Nord de la Grande-Bretagne que dans le Sud.

Les "nouvelles" universités renforcent actuellement leurs relations avec les autorités et organismes sanitaires, rivalisant ainsi avec les "vieilles" universités qui monopolisaient jusqu'alors ces relations avec leurs écoles de médecine.

Les “vieilles” universités sont statutairement représentées dans divers organismes locaux, mais elles sont en général moins enclines que les anciennes à encourager des membres de leur personnel à assumer des fonctions civiques.

Seules 12 universités tiennent la liste des membres de leur personnel siégeant dans des organismes décentralisés comme les conseils de district et de comté, les conseils des TEC, les autorités et organismes sanitaires, les conseils de direction des écoles ou les conseils d'administration d'entreprises. Grâce aux postes ainsi occupés, les universités jouent un rôle dans le fonctionnement de la société civile locale.

7.4. Accès de la communauté aux installations universitaires

Outre l'utilisation de certaines installations par le public (dont il a été question au chapitre 6), beaucoup d'universités accueillent les bureaux et les réunions d'associations professionnelles.

Les universités fournissent pour la vie culturelle et professionnelle de la nation un foyer qui vient s'ajouter à celui que constitue Londres.

7.5. Apports de l'université au développement économique local et au développement de la communauté

Les universités contribuent aux aspects les moins tangibles du développement économique en constituant des réseaux sociaux, en établissant des liens entre les acteurs principaux et en fournissant des éléments d'information aux réseaux.

Le gouvernement central et la politique européenne soulignent l'importance des groupements d'acteurs et d'agents, y compris dans le secteur privé, pour le développement économique local. Des cadres universitaires jouent un rôle décisif en créant et en soutenant des groupes de dirigeants communautaires et en fournissant une analyse indépendante de la situation locale replacée dans son contexte national et international.

Par leurs publications, leurs commentaires dans les médias et leur participation au mouvement “Objectif commun”, les universités contribuent à informer les communautés locales et à leur faire prendre conscience d'elles-mêmes.

7.6. Faciliter l'accès et le perfectionnement professionnel permanent

Les relations informelles avec les professions et les entreprises se formalisent actuellement avec l'instauration de “clubs” soutenus par des services d'information (par exemple, Brunel Business Partnership, Manchester Business Links).

D'autres arrangements sont facilités par l'intermédiaire de consortiums locaux. Bien qu'elles soient en compétition pour recevoir des étudiants, les universités reconnaissent qu'elles tireront collectivement profit du désir accru d'éducation qui se manifeste dans des régions où, jusqu'alors, il n'était guère habituel de faire des études prolongées ou de reprendre des études plus tard dans la vie.

L'apprentissage à distance se développe par l'intermédiaire des stations de radio locales et des sociétés de télévision câblée qui exploitent le succès remporté par l'Université ouverte.

7.7. Conclusion

La façon dont les universités traitent leurs relations avec la communauté varient selon l'idée qu'elles se font de leur mission, selon les disciplines principales qu'elles enseignent (par exemple, existence ou absence d'une école de médecine), selon les contextes locaux (par exemple, existence ou absence d'un office de développement urbain).

Les “vieilles” universités qui ne sont pas particulièrement orientées vers la communauté locale renforcent actuellement leurs liens avec celle-ci, en partie à la demande d’organismes extérieurs désireux de tirer parti de leurs ressources.

Le système des liaisons entre université et communauté connaît donc actuellement des changements rapides.

8. Le chemin de l’avenir

8.1 Introduction

Les universités s’attachaient traditionnellement à recruter les étudiants les plus brillants et à les former pour qu’ils constituent une élite nationale, mais cette conception a cessé de caractériser le gros du système universitaire britannique.

Même dans les universités où la recherche tient une très large place et qui ont une orientation internationale, l’enseignement et la recherche dans certains domaines (par exemple, médecine, ingénierie, sciences sociales) ont tiré profit des liaisons locales. Quant aux universités ayant un enracinement plus local, la vigueur de la demande locale jouera peut-être un rôle décisif dans leur survie.

Il est nécessaire que la planification universitaires reconnaisse l’importance des ressources du milieu local dans trois domaines : les affaires, l’administration locale et l’administration centrale.

Pour la plupart de ces groupes, l’université demeure une “terra incognita” au sein de laquelle les modalités d’organisation ne suivent que rarement la pratique en usage dans les affaires et l’administration.

Le problème consiste à définir des mécanismes permettant de mieux structurer les relations entre l’université et la communauté tout en admettant ces différences dans les modalités. Toutefois, il faut se garder de considérer les liaisons avec la communauté comme une panacée qui permettrait de remédier à une multitude des maux affligeant la communauté.

8.2 La perspective universitaire

Les activités centrales (immobilier, personnel, achats, liaison avec l’industrie) se déroulent séparément avec peu de communications latérales ayant des implications pour la communauté.

Les interactions majeures sont décentralisées au niveau des individus et des départements, le centre ne sachant pas grand chose de ce qui se passe. Avant de mettre en place des structures nouvelles, il est indispensable de procéder à un audit des liaisons existantes avec la communauté.

Les universités devraient entreprendre à titre exceptionnel une enquête par questionnaire sur toutes les activités ayant la communauté pour base et utiliser ensuite l’information ainsi obtenue au profit de l’institution tout entière.

Il faut que chaque domaine d’activité (par exemple, contributions au développement économique, à l’environnement bâti et au développement social et communautaire) comporte au sein de l’université une “prise” clairement identifiée sur laquelle les personnes et les organisations faisant partie de la communauté locale puissent se brancher.

Il est nécessaire que les représentants des “prises” soient réunis régulièrement pour faire avancer une stratégie de développement communautaire ; celle-ci devrait reposer sur une analyse de la capacité de l’université elle-même et des besoins de la communauté.

8.3 Institutions locales

Les autorités locales sont l'organe le plus approprié pour réunir les diverses institutions qui représentent les intérêts de la communauté à l'université et élaborant une stratégie commune.

A cette stratégie pourraient vraisemblablement participer en outre les TEC, les autorités sanitaires, les chambres de commerce, les organes patronaux, les services de police, les bureaux régionaux intégrés du gouvernement central.

8.4. Le gouvernement central et les conseils de financement

Toute une série d'administrations publiques formulent et appliquent des politiques qui ont des incidences différenciées sur les interactions que les universités peuvent avoir et ont effectivement avec leur communauté locale.

Ces incidences locales sont rarement analysées et peu de statistiques (par exemple, recrutement et destinations des étudiants, dépenses) sont analysées géographiquement.

Les intervenants devraient tenir compte de la participation d'une large gamme de départements de l'administration centrale en plus du Département de l'éducation (par exemple, Département de l'environnement - directives pour l'aménagement du territoire ; Département de l'emploi - TEC ; Département du commerce et de l'industrie- assistance financière et transfert de technologie à l'échelon régional ; Office de la science et de la technologie - conseils de la recherche ; Département du patrimoine national - beaux-arts, musées et sports au niveau de la région ; Département de la santé - écoles de médecine),

Pour tous ces organes, le développement territorial du système universitaire et son interaction avec le reste de l'économie et de la société est au mieux une préoccupation secondaire.

En prenant certaines décisions - par exemple, pour que les étudiants soient plus nombreux à fréquenter des universités proches de leur domicile - le Département de l'éducation devrait reconnaître que ces décisions risquent d'avoir des conséquences défavorables pour certaines universités et de compromettre leur contribution à leur communauté locale au lieu de la renforcer.

8.5 Aspects financiers

En l'absence d'un financement additionnel qui lui serait affecté, la coordination est problématique ; la participation de la communauté n'entraîne pas toujours un afflux immédiat de recettes spécifiques.

Dans certains domaines, le Fonds européen de développement régional et le Fonds social européen offrent des possibilités très importantes ; il serait possible de mettre en place ailleurs des arrangements analogues en réorientant des ressources britanniques existantes.

Les programmes cadres de soutien aux communautés du Fonds européen de développement régional exigent des stratégies précises qui associent des projets au développement régional ; si des cadres de ce genre ne sont pas élaborés pour l'interaction université/communauté, celle-ci risque de devenir "une mosaïque de particularismes et de complexités", pour reprendre les termes que la Commission de vérification des comptes a appliqués aux modalités du développement économique local.

Annexe 2

LES UNIVERSITES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

RESUME

Chapitre 1 - Introduction

- La présente étude vise à élaborer un cadre permettant d'analyser et de guider l'engagement de l'université en faveur du processus de développement économique au niveau régional. Elle est axée sur les questions d'emploi et s'appuie avant tout sur l'expérience de diverses initiatives dans le Nord-Est de l'Angleterre. Des éléments supplémentaires ont été tirés du travail accompli dans la région du Sud-Est avec l'Enquête nationale pour l'enseignement supérieur et le programme de l'OCDE sur la gestion institutionnelle dans l'enseignement supérieur.
- Le cadre est axé sur quatre groupes de parties prenantes : les universités, les employeurs, les étudiants et les organismes s'occupant de développement économique. Chaque groupe est soumis à des pressions nationales et internationales qui influent sur la nature et l'étendue de ses rapports avec les autres dans le processus de développement économique ; c'est ainsi que les universités doivent tenir compte des politiques nationales de l'enseignement supérieur, les employeurs des pressions de la concurrence mondiale, les étudiants de la baisse du soutien public à l'enseignement et les organismes de développement des politiques de modernisation nationales et régionales (Union européenne). Le rapport vise à faciliter la constitution de partenariats et les interventions dans le processus de développement économique en permettant à chacun de mieux comprendre les autres.
- Le contexte général qui vaut pour la totalité des parties prenantes est l'absence d'un engagement vigoureux du gouvernement en faveur du développement économique régional en Angleterre. Cela contraste avec la vigueur du soutien que des organismes comme les TEC apportent au développement local et avec des mesures comme le Single Regeneration Budget.

Chapitre 2 - La politique nationale de l'enseignement supérieur

- C'est la politique nationale de l'enseignement supérieur qui fournit aux universités le cadre de leur engagement en faveur du développement économique. Le rôle des universités "au service des besoins locaux et régionaux" est ainsi reconnu, mais sans que cette reconnaissance se traduise par des formules de financement.
- Les données disponibles ont fait l'objet de très peu d'analyses pour définir ces besoins, par exemple en ce qui concerne le flux géographique des étudiants qui quittent leur région d'origine, suivent les cours de l'université et occupent ensuite des emplois dans différentes parties du pays.
- Les statistiques publiées (UCAS et HESA) donnent à penser que 18 à 48% des étudiants anglais du niveau de la licence fréquentent une université de leur région, que 30 à 57% trouvent un emploi dans leur région et que 8 à 70% sont employés dans la région où se trouve leur université. Les données relatives à chaque université permettent de penser qu'il existe des différences importantes dans la nature des emplois et dans le type des diplômés qui trouvent un travail à proximité de l'université.
- L'absence d'analyses régionales n'est pas surprenante si l'on considère la priorité accordée à la compétition en matière de financement, l'absence d'incitations à une collaboration interinstitutionnelle et à une coopération avec l'industrie locale pour l'évaluation de la

recherche, et enfin le fait que l'évaluation de la qualité de l'enseignement se fait discipline par discipline.

- Le Comité des vice-chanceliers et chefs d'établissement a préconisé que "les universités soient financées d'une manière qui favorise la collaboration (locale et régionale) et la mise en commun des moyens et des compétences pour la recherche aussi bien que pour l'enseignement". Le meilleur choix du cadre organisationnel de l'enseignement supérieur au niveau régional - compétition pour l'obtention d'une part de marché, collaboration formelle, réglementation des rôles institutionnels ou intégration complète dans une structure fédérale - qui permette le mieux de répondre aux besoins des différents types de régions est une question capitale qui devra faire l'objet de recherches plus poussées.
- En l'absence d'une politique régionale dans le domaine de l'enseignement supérieur, d'autres organismes gouvernementaux ont fourni, implicitement ou explicitement, des incitations aux universités pour qu'elles s'engagent dans le développement économique (par exemple, initiative Enterprise in Higher Education, Technology Foresight, Fonds européen de développement régional, systèmes de partenariat TEC/université).

Chapitre 3 - Les intérêts régionaux des universités

- On peut analyser la manière dont chaque université fait face à la tension entre les pressions en faveur d'un engagement régional plus poussé et les exigences de la politique nationale au moyen de la matrice de la figure 1. Pour l'enseignement aussi bien que pour la recherche, les universités auront une mission, des mécanismes pour l'accomplissement de cette mission, des motivations fondées sur le rapport entre les recettes et les dépenses et le besoin d'entretenir de bonnes relations avec les étudiants en tant qu'usagers ou avec l'industrie et les pouvoirs publics en tant que clients pour la recherche. Ces considérations définissent les éléments de la matrice. Dans chacun des ces éléments, on peut identifier les facteurs qui favorisent un accroissement du rôle régional et ceux qui le freinent.

Figure 1

LA MATRICE REGIONALE DE L'UNIVERSITE

	ACCOMPLISSEMENT DE LA MISSION	FACTEURS BUDGETAIRES	USAGERS ET CLIENTS
CURSUS	ELEMENT 1	ELEMENT 2	ELEMENT 3
RECHERCHE ET CONSULTANTS	ELEMENT 4	ELEMENT 5	ELEMENT 6

- Les motivations pour l'adoption d'un rôle au service du développement régional en rapport avec le cursus sont notamment le désir qu'ont les universités d'améliorer le taux d'accès des diplômés à l'emploi en adaptant les cours aux besoins des entreprises locales, en plaçant leurs diplômés, etc., et la volonté d'attirer des étudiants suivant un perfectionnement professionnel permanent en sus des quotas fixés par le Conseil de financement de l'enseignement supérieur pour l'Angleterre.
- Dans le même élément de la matrice, les facteurs de freinage comprennent notamment l'insuffisance de la demande de cours pertinents pour la région de la part des étudiants (par exemple, ingénierie), une limitation du nombre des étudiants qui oblige les universités à s'en tenir à leur enseignement traditionnel, l'absence de stratégies régionales de mise en valeur

des ressources humaines qui permettraient d'orienter la planification des cours, le fait que les universitaires organisant des cours de brève durée ou un enseignement d'un niveau inférieur à la licence ne soient pas récompensés, le rôle des organes nationaux d'habilitation professionnelle, les critères nationaux d'évaluation de la qualité de l'enseignement, le fait que l'université ait peu de rapports avec le système de formation régional au-dessous du niveau des cadres supérieurs.

- Les incitations budgétaires à un engagement régional en matière d'enseignement sont dues au nombre croissant des étudiants qui ne quittent pas leur domicile. En revanche, le fait que les programmes nouveaux qui pourraient être nécessaires pour attirer ces étudiants doivent être introduits aux dépens des programmes établis à cause de la limitation du nombre total des étudiants joue un rôle dissuasif.
- Une incitation essentielle au service des étudiants est la possibilité de créer une hiérarchie de débouchés, en particulier pour les étudiants adultes, grâce à des arrangements en matière d'accès et de qualification. Le soutien des TEC en faveur de la rétention des diplômés originaires de la région et pour l'intégration d'un apprentissage basé sur le travail dans le programme des études constitue également un facteur positif.
- Il existe en revanche un certain nombre de facteurs défavorables, et notamment le soutien limité dont les étudiants à temps partiel bénéficient de la part du public, la participation à éclipses des TEC, le fait qu'on s'attache trop au placement des diplômés et qu'on ne s'attache pas assez à un enseignement permettant d'acquérir des compétences de haut niveau, l'importance accordée aux cours dispensés en un certain lieu et à certaines heures aux dépens de possibilités d'apprentissage plus souples, le problème consistant à adapter les connaissances des diplômés aux besoins des PME.
- En ce qui concerne la mission incombant aux universités en matière de recherche, l'importance que la politique scientifique accorde à la création de richesses au moyen de liens avec l'industrie et la pression des pouvoirs publics pour que les institutions d'enseignement supérieur prennent des mesures de collaboration ont renforcé les arguments en faveur de l'activité régionale dans l'esprit des cadres supérieurs de l'université.
- Toutefois, le fait que ce message ne parvienne pas aux chercheurs en activité et l'absence d'incitations individuelles (par exemple, promotions ou subventions) en faveur d'un engagement régional l'ont en général emporté sur ces influences favorables.
- Pour ce qui est des usagers, et malgré des initiatives telles que Foresight Challenge et le Programme Faraday, l'absence d'une base de R-D importante dans le secteur privé en dehors du Sud-Est s'est traduite par un manque de partenaires régionaux pour la recherche industrielle.
- Il existe un élément commun à toutes les cellules de la matrice, à savoir les différences fondamentales dans la notion de temps selon qu'on considère les initiatives de l'université en matière d'enseignement et de recherche ou bien les besoins immédiats de l'industrie et des agents régionaux (il faut par exemple une année pour valider et lancer un cours nouveau). De même, la masse des initiatives à court terme, les procédures d'appel d'offres et le chevauchement des rôles de divers organismes sont une source de confusion et imposent une lourde charge aux universités en matière de gestion. Il en résulte que les liens avec la région sont concentrés dans des unités semi-autonomes telles qu'écoles de commerce ou centres industriels et ne s'intègrent donc pas à la vie universitaire.

Chapitre 4 - Employeurs

- Les universités consacrent relativement peu de ressources à commercialiser leurs produits, en l'occurrence leurs diplômés, ou à réagir aux signaux émis par le marché, la raison principale étant que le régime de financement actuel récompense la "production" et non pas

la "vente". Une segmentation du marché par région et par type d'employeur, tenant compte des changements dans la nature du travail, est l'une des façons qui permettent aux universités de développer leurs affaires.

- Il faut que les universités comprennent les forces de la mondialisation qui exercent leur influence sur les employeurs à l'échelon international, national et régional, et qui se répercutent dans la demande de diplômés de la part de l'industrie et, par conséquent, dans les compétences et dans les cours requis.
- Le monde des affaires réagit notamment aux pressions de la mondialisation en faisant appel à des fournisseurs extérieurs et en se concentrant sur ses compétences de base, en agissant sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement, en fragmentant les services publics, en cherchant à améliorer la productivité et la qualité des services grâce à l'utilisation de systèmes d'information, en pénétrant de l'extérieur des marchés locaux jusqu'alors protégés par la distance (par exemple, téléventes directes).
- Il y a interaction entre ces forces et la situation propre aux différentes régions ; il faut que les universités évaluent cette interaction pour développer leur rôle régional (segmentation du marché régional).
- Les employeurs peuvent aussi être segmentés en trois grandes catégories. Les employeurs de la catégorie A (les grosses entreprises) sont des employeurs traditionnels de diplômés avec des modalités de recrutement bien établies pour choisir les universités et les étudiants qui correspondent à leurs besoins.
- Les firmes de la catégorie B (entreprises en développement rapide) sortent tout juste d'une réduction d'effectifs, d'une acquisition à l'étranger, d'un rachat de parts, d'une privatisation, etc. de grosses sociétés ou bien ce sont des entreprises indépendantes nouvellement créées qui connaissent une croissance rapide. Ces entreprises ont un grand besoin de diplômés, mais elles sont beaucoup plus difficiles à atteindre par les universités que celles de la catégorie A ; elles sont la clé des stratégies de développement régional basées sur un développement endogène.
- La catégorie C (petites entreprises traditionnelles) comprend des firmes de création récente et des entreprises familiales anciennes gérées par leurs propriétaires qui n'ont jamais employé de diplômés. Ces sociétés estiment que le choix préalable, l'examen sélectif et l'incorporation dans l'entreprise de diplômés fraîchement émoulus de l'université est quelque chose d'extrêmement compliqué. C'est dans ce domaine que l'écart séparant les exigences des employeurs de la production traditionnelle de diplômés du niveau de la licence est le plus grand.
- En ce qui concerne les parcours professionnels, il peut arriver que les diplômés changent non seulement d'occupation et de secteur économique, mais encore passent d'un type d'entreprise à un autre, soit par choix, soit en raison de transformations structurelles. Cela n'a pas seulement des incidences pour la formation initiale, mais fait apparaître la nécessité d'une assistance pour faciliter les transitions professionnelles, processus qui peut être géré le plus facilement à l'échelon régional.
- La nécessité pour les universités de réagir aux changements intervenant sur le marché en ce qui concerne le type d'employeurs, le type d'emplois, et les structures industrielles exigera de la planification universitaire une dimension régionale importante. Etant donné que les recherches accomplies dans le cadre universitaire sur les nouvelles technologies et les nouvelles modalités de gestion contribuent pour beaucoup à la dynamique actuelle de l'industrie et des entreprises, les universités sont bien placées pour modifier leurs programmes d'enseignement en fonction des connaissances ainsi acquises.

Chapitre 5 - Etudiants

- L'expansion de l'offre d'étudiants a coïncidé avec des changements fondamentaux dans la nature de la demande de diplômés dont il a été question ci-dessus. Aux variations régionales existant de longue date dans l'inclination des étudiants à faire des études supérieures, se sont superposées des différences régionales dans la demande. Quand les universités analysent la demande qui est faite de leurs diplômés, il faut donc qu'elles analysent, par région, l'offre des diplômés traditionnels du niveau de la licence, de ceux qui ont poursuivi leurs études après le doctorat et des étudiants adultes.
- La participation à l'enseignement supérieur subit très fortement l'influence des pressions exercées par les parents et par les pairs (elle est plus forte dans les régions où la population compte une proportion plus élevée de diplômés) ; les perspectives d'emploi constituent également un facteur important (elles sont plus grandes dans les régions dont l'économie est forte). Toutefois, il arrive que des universités situées dans des régions moins fortes économiquement mais qui peuvent démontrer qu'elles offrent de bons débouchés parce qu'elles présentent des cours correspondant aux besoins des employeurs locaux, puissent contrebalancer ce phénomène.
- En ce qui concerne le choix que les étudiants font d'une institution, les facteurs géographiques (ville et distance du domicile) sont presque aussi importants que la nature des cours. Le rôle que la vitalité économique et culturelle de la ville où se trouve l'institution joue dans le choix des étudiants est, pour les universités, une incitation majeure à s'engager dans le développement économique.
- Le peu d'importance attaché aux perspectives de carrière est lié au fait que les étudiants ne sont guère informés de ces perspectives au moment où ils prennent leur décision. Cela permet de penser que les universités désireuses d'attirer des étudiants devraient renforcer leur service d'information sur les possibilités de carrière et de placement des diplômés. Pour les étudiants qui veulent rester dans leur région d'origine ou trouver des possibilités d'emploi dans la région où se trouve leur université, le renforcement des liens avec les employeurs locaux devrait être pour les universités un élément important de leur stratégie.
- Au Royaume-Uni, 38% de tous les étudiants sont âgés de plus de 25 ans et l'emplacement des institutions exerce une influence majeure sur le choix de leurs études. Selon une enquête, 43% des étudiants adultes étudient dans un établissement situé à moins de 60 km de leur domicile, contre 19% pour les étudiants de moins de 25 ans. Dans ce contexte, le débat sur l'apprentissage tout au long de la vie n'a malheureusement pas été étroitement associé à celui qui porte sur les universités en tant qu'institutions régionales. Il conviendrait d'insister davantage sur la contribution que les cours non professionnels apportent au développement des communautés locales en relevant le niveau culturel et en combattant ainsi l'exclusion sociale.
- Les difficultés financières des étudiants, tant traditionnels qu'adultes, sont un facteur important dans la fréquentation de l'institution locale (50% des étudiants dont la famille appartient au groupe socio-économique 5 étudient dans la région de leur domicile, contre 36% pour le groupe socio-économique 1). Il existe des variations d'une région à l'autre, non seulement dans la structure sociale, mais encore dans les possibilités de travail à temps partiel pendant la durée des études.
- Si l'on veut accroître le capital humain dans les régions les moins favorisées du Royaume-Uni pour améliorer la compétitivité industrielle, il faudra abaisser beaucoup des barrières socio-économiques propres à certaines régions qui font obstacle à la fréquentation de l'enseignement supérieur à des stades divers.

Chapitre 6 - Les régions.

- Il est nécessaire que la contribution des universités au développement régional aille au-delà des simples exposés sur l'impact économique pour aborder la manière dont une politique nationale de l'enseignement supérieur appliquée à partir du centre peut avoir des effets différents selon les régions (par exemple, de mauvais résultats dans les évaluations de la recherche peuvent amener les universités traditionnelles à s'engager davantage en faveur des régions pour compenser la perte de leurs recettes, ce qui aboutit à une compétition avec les institutions régionales). En même temps, les initiatives régionales (Par exemple de la part des TEC et des bureaux du gouvernement) allant de la périphérie vers le centre transforment marginalement les caractéristiques du système d'enseignement supérieur.
- Le concept de "région d'apprentissage" peut fournir un terrain d'entente entre ces perspectives centrifuges et centripètes. Les politiques régionales reconnaissent maintenant que l'un des facteurs décisifs pour relever la compétitivité régionale réside dans l'amélioration des compétences et des savoir-faire de la population active à tous les niveaux.
- Les recherches sur les systèmes nationaux d'innovation donnent à penser que ce ne sont pas seulement les compétences individuelles qui comptent, mais aussi la manière dont le savoir est transféré d'un groupe à un autre pour créer des systèmes d'apprentissage, c'est-à-dire l'infrastructure institutionnelle de réseaux au sein du secteur public et du secteur privé et entre ces deux secteurs, qui soutient le développement économique. En raison de l'importance des relations interpersonnelles, ces réseaux sont très marqués géographiquement. Ainsi, l'une des caractéristiques majeures d'une région d'apprentissage est l'existence de réseaux qui soient en mesure de doter le système d'enseignement et de formation des compétences et des savoir-faire dont la main d'œuvre aura besoin à l'avenir.
- Dans le Nord-Est de l'Angleterre, les universités organisent leurs rapports avec ces réseaux selon six modalités différentes. Premièrement, par l'intermédiaire d'un forum entre les TEC et les vice-chanceliers, réuni par le bureau du gouvernement pour le Nord-Est et qui a donné naissance à divers sous-groupes. Deuxièmement, le forum propre des universités (HESIN - soutien de l'enseignement supérieur à l'industrie dans le Nord). Troisièmement, le soutien financier des TEC à de nombreuses initiatives concernant les diplômés et l'emploi. Quatrièmement, des stratégies TEC/université qui définissent les rôles essentiels de l'université en tant qu'entreprise majeure qui soutient les entreprises existantes, soutient les individus et favorise l'échange d'expérience pour mettre au point une stratégie. Cinquièmement, un engagement avec des investisseurs intérieurs au moyen de programmes de formation expressément destinés aux personnels nouveaux et d'une action concertée en matière de recherche. Sixièmement, des mesures de soutien à la technologie financées par le Fonds européen de développement régional dans les universités associées à des priorités régionales de développement industriel.
- Le Nord-Est fait preuve en matière de création de réseaux d'une grande activité qui fait de plus en plus intervenir les universités. Ce qui apparaît moins clairement est le rôle exact que les différents réseaux jouent dans le processus de développement économique et la contribution que chacun d'eux attend des universités. Le passage d'un échange d'information à une action qui influe de façon significative sur les universités en tant que partenaires du processus de développement économique et qui caractériserait la région d'apprentissage s'est révélé difficile.

Chapitre 7 - L'interface université/développement régional

- Selon Florida (1992), "pour être efficaces dans cette économie mondiale de plus en plus dépourvue de frontières, les régions doivent se définir par les mêmes critères et les mêmes éléments qui s'appliquent à une firme à forte intensité de savoir : amélioration continue, idées nouvelles, création de savoir et apprentissage organisationnel. Il faut que les régions

adoptent les principes de la création de savoir et de l'apprentissage permanent ; il faut qu'elles deviennent en pratique des régions créatrices de savoir ou régions d'apprentissage."

- Pour que cet apprentissage ait lieu, il faut que les divers partenaires s'ouvrent aux influences extérieures, ce qui exige des changements dans l'enseignement supérieur, dans les systèmes industriels et dans les systèmes de développement économique régionaux.
- Le système d'enseignement supérieur s'est montré très réceptif à l'instauration de nouveaux régimes d'évaluation en rapport avec le financement de l'enseignement et de la recherche ; il faut maintenant que des critères comportant une dimension régionale importante soient incorporés à ces régimes.
- Pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement, l'attribution d'un plus grand poids aux facteurs d'employabilité dans le programme des études aboutirait à un engagement accru au service de la région (par exemple, cooptation d'employeurs au conseil des études, rôle accru pour les services d'orientation professionnelle des universités qui donneraient des conseils sur le cursus, plus de services s'occupant des diplômés déjà placés, établissement de nouveaux programmes correspondant aux besoins particuliers des entreprises de la catégorie B).
- En ce qui concerne l'évaluation de la recherche, le besoin se fait sentir de nouvelles incitations pour pousser les universités à aborder le difficile problème du transfert du savoir, et notamment d'un transfert par l'intermédiaire de l'enseignement en association avec des entreprises et organisations locales (par exemple, du genre des initiatives connues sous les noms de Teaching Company Schemes et Integrated Graduate Development Programmes) .
- Ces nouvelles modalités d'évaluation devront s'appuyer sur des données plus pertinentes, concernant en particulier le flux des étudiants dans les universités et leur parcours professionnel subséquent. Si l'employabilité, et notamment l'emploi dans la région, étaient des critères d'évaluation, l'incitation à tirer un meilleur parti des données existantes et à établir des comptes rendus longitudinaux en serait grandement renforcée.
- Beaucoup de ces changements exigeront l'acquisition de compétences nouvelles de la part des enseignants et des administrateurs à tous les niveaux dans les universités. Celles-ci devront faire de leur engagement dans le système de développement régional l'un des critères principaux de leurs stratégies de mise en valeur des ressources humaines.
- En ce qui concerne le système industriel, l'une des caractéristiques principales d'une région en déclin est l'existence d'un secteur privé morcelé qui n'est pas en mesure de regrouper ses demandes d'une manière susceptible d'être clairement communiquée au système d'enseignement et de formation. Les organes intermédiaires du secteur privé à l'échelon régional ne sont pas suffisamment développés au Royaume-Uni. Il existe dans le milieu des affaires diverses équipes de dirigeants préconisant une rénovation urbaine et régionale dans laquelle des universitaires jouent un rôle actif, mais l'impact global de ces équipes est limité parce que les diverses initiatives ne sont pas fusionnées, soit dans le cadre du monde des affaires, soit dans celui de l'université.
- Le problème décisif est de faire prendre mieux conscience aux milieux d'affaires régionaux de l'intérêt que des compétences d'un niveau plus élevé présenteraient pour leur compétitivité et de la contribution que les universités sont en mesure de leur apporter en la matière. Une participation accrue de ceux qui, dans les universités, sont chargés des débouchés (par exemple, services d'orientation professionnelle, départements d'éducation permanente) aux discussions dont les milieux d'affaires prennent l'initiative serait en l'occurrence d'un grand secours, de même que les liens en matière d'enseignement et de formation ainsi que de recherche avec les entreprises de la catégorie B.

- En ce qui concerne les éléments du secteur public qui jouent un rôle de partenaires dans le processus de développement régional (bureaux du gouvernement, TEC et liaisons avec le monde des affaires, autorités locales, organismes de développement régional, organismes spécialisés dans l'innovation et le développement technologique, éducation permanente), il convient d'étudier avec soin la possibilité d'ouvrir des voies nouvelles à un engagement actif des universités au niveau régional ainsi qu'au niveau local. Il se peut par exemple que le quasi-monopole accordé à Business Links pour les rapports avec les PME ne soit pas approprié en ce qui concerne une partie de l'assistance technologique la plus spécialisée que peuvent fournir les universités. Dans les TEC, les bureaux du gouvernement et les autorités locales, il faudrait que la capacité de réflexion stratégique des universités soit mobilisée pour l'établissement des priorités futures ; cette tâche pourrait éventuellement être facilitée par le détachement de personnel de niveau élevé.
- Le développement de relations meilleures entre une université et ses partenaires régionaux exige une évaluation indépendante approfondie de la pertinence des programmes de recherche et d'enseignement en cours et de la capacité de l'institution à répondre à l'évolution des besoins régionaux. Des consultants indépendants ont un rôle à jouer pour aider les universités à mener à bien des audits de ce genre. Ceux-ci devront s'accompagner d'un programme destiné à créer un cadre d'animateurs capables de travailler à la frontière entre les universités et les organismes de développement économique.

List of Abbreviations

CPD	Continuing Professional Development
CVCP	Committee of Vice-Chancellors and Principals
DfE	Department of Education
FE	Further Education
HEFCE	Higher Education Funding Council for England
HEI	Higher Education Institutions
HESA	Higher Education Statistical Agency
ICT	Information and Communication Technologies
IMHE	OECD Programme on Institutional Management in Higher Education
PVC	Pro-Vice Chancellor
RAE	Research Assessment Exercise
RAG	Not an abbreviation - student fund raising event
TEC	Training and Enterprise Council
TQA	Teaching Quality Assessment
UCAS	Universities Central Admission Service
UDC	Urban Development Corporation
VC	Vice-Chancellor

Intervención de: Profesor Josep Bricall
Centro de Estudios de Planificación
Spain

Corresponde ahora hacer un comentario de lo que hemos hecho hasta aquí. Para evitar que el Profesor Froment y yo mismo repitamos las mismas cosas y/o los mismos conceptos, hemos hecho una división del trabajo entre la parte que va a desarrollar el y la parte que voy a desarrollar yo.

Mi parte se refiere fundamentalmente a la intervención del speaker, el profesor Goddard y quería insistir en tres aspectos:

El primer aspecto en el que me gustaría insistir es el que hace referencia al papel de lo local en el actual proceso de globalización. El segundo es sobre el nuevo espectro social de estudiantes de la universidad y el tercer aspecto se refiere a lo que podríamos denominar el papel que desarrollan particularmente las universidades y quizás sus carencias en el proceso de aprendizaje.

El primero hace referencia al papel de lo local en el desarrollo global. El Profesor Goddard insiste adecuadamente e, incluso expresa en una frase, la idea de prosperar localmente en un contexto global. Esta idea creo que corresponde a una nueva realidad. Hasta el pasado las economías tenían un alcance nacional e incluso económicamente se encontraban protegidas nacionalmente en este espacio determinado. Casi me atrevería a decir que el desarrollo nacional comportaba naturalmente el desarrollo de ciertas áreas regionales, de ciertas regiones de carácter industrial.

Aprovecho la ocasión para insistir de nuevo con una observación que al principio ha insistido el señor Daniel Samoilovich y es que aquí estamos considerando las regiones en su acepción subnacional, es decir territorios por dentro de los diferentes estados. Hay que insistir en la idea por que el aspecto internacional ha sido obviado y el concepto de región como sinónimo de continente o como sinónimo de determinadas zonas geográficas más allá de los diferentes estados lo hemos dejado de lado en esta sesión de hoy. Por tanto nos referimos únicamente a región, repito, a un nivel subcentral. Perdón por este paréntesis, pero creo que era necesario volver a insistir como consecuencia de las observaciones que se nos han hecho a la mesa durante la votación que ustedes han efectuado con tanto orden.

Quería insistir por tanto en esta idea, ya que en el pasado el desarrollo regional hasta un cierto punto era la consecuencia podríamos decir de un desarrollo nacional, del cual es responsable, por una parte importante, el propio gobierno. En la actualidad el desarrollo económico se produce en una economía globalizada, y por tanto, de alguna forma, indiferentemente a los diferentes territorios. Si los territorios quieren desarrollarse han de hacer lo posible para insertarse en este proceso global y esto requiere una política activa que no se efectúa en estos momentos únicamente a nivel de los diferentes gobiernos nacionales sino particularmente por el esfuerzo efectuado de cada región. Dentro de un marco de competencia ella significa que nadie puede quedar al margen de este proceso y que en consecuencia la sociedad civil debe participar activamente en este proceso de la política regional.

Por lo tanto el primer elemento que yo quería subrayar en la intervención del profesor Goddard es la idea de que la prosperidad local se efectúa en un contexto global.

La segunda idea es el hecho de que se produce un aumento del número de estudiantes que proceden de grupos sociales distintos. Es decir ha habido un proceso de popularización o democratización de las universidades accediendo a ellas clases o grupos sociales diferentes. Este proceso que tiene cifras claras, por ejemplo en las publicaciones de la OECD responde sin duda a una serie de circunstancias económicas y sociales.

Supongo que ustedes como responsables de universidades han vivido este fenómeno y mi idea sería únicamente decir que lo explica sin duda la aparición de nuevas universidades durante estos últimos años. Durante estos 20 últimos años han aparecido nuevas universidades para hacer frente a esta

demanda de formación superior y estas universidades nuevas en algunos aspectos son distintas de las universidades tradicionales.

Son distintas porque aparecen con unos objetivos previos, claros y precisos que son atender esta demanda. Y esta demanda es una demanda de formación superior por parte de estudiantes que piensan un día vincularse al mercado del trabajo. Sería interesante darnos cuenta que el estudiante que llega a la universidad en estos momentos, por circunstancias de cantidad y por circunstancias de calidad está pidiendo a la universidad una formación para el mercado de trabajo tal como existe en nuestras sociedades. Y ante este hecho, las universidades reaccionan únicamente para servir en gran parte a estos estudiantes. Esto da seguramente un contexto distinto a las nuevas universidades respecto a las antiguas. Pero mi punto de vista es que el proceso es global, por lo tanto las universidades tradicionales deberán sin duda plantearse el problema también.

Porque el alcance de la ciencia en nuestros días no es el mismo que el que tenía la ciencia hace unos años atrás. En consecuencia yo creo que afecta a todos, pero sin duda las antiguas universidades tienen un "stock", unos recursos, a modo de colchón, que aminora de alguna forma su impacto. Pero el impacto es global.

Mi tercera observación hace referencia al aprendizaje, o a la sociedad del aprendizaje y al papel que hacen las universidades. En el papel de John Goddard hay un aspecto, para mí muy interesante, que es el momento en que define lo que es una sociedad de aprendizaje "*a learning society*".

Al definir, el *learning* distingue entre diferentes niveles de conocimiento desde las causas del conocimiento, el contenido del conocimiento, la forma de operar y quien va a ser destinatario de este conocimiento. Y es evidente que las universidades se encuentran muy bien situadas históricamente en la creación de conocimiento. No es tan claro que dispongan de la misma ventaja por lo que atañe al cómo, ni al quién.

En el cómo porque implica sin duda la aparición de fenómenos técnicos de aprendizaje que antes no se daban en las universidades. El aspecto podríamos decir de utilizar este conocimiento inmediatamente, yo creo que esto es algo nuevo porque, como lo hemos indicado, la sociedad necesita elementos de creatividad y las mismas empresas están organizadas de forma muy distinta de lo que era en el pasado. Quería indicarles, por tanto este aspecto específicamente del cómo, pero también del quién, porque es evidente que este quién es muy difuso.

¿Dónde termina una universidad y dónde empieza una empresa? ¿Dónde empieza la empresa y dónde termina la universidad? Este es un punto muy complejo. Esto era claro hace unos años. Si alguien lo ve claro creo que tiene la posibilidad de hacerse rico en poco tiempo porque la inmensa mayoría de los ciudadanos no lo tiene tan claro. Es evidente que esto significa nuevas formas y nuevos procedimientos. En el papel de Goddard hay una serie de ideas. Creo que estos momentos hay muchas ideas en estos campos. Los universitarios hemos de estar atentos a estas cuestiones porque una parte importante de nuestros recursos en el mundo proceden de los contribuyentes, es decir de la sociedad.

Address by: Professor John Goddard
Pro-Vice Chancellor
University of Newcastle-upon-Tyne
United Kingdom

Thank you Mr. Chairman. Can I just refer to the pack in your document which is a series of transparencies – we've duplicated these ... so there is a full text of the paper which is about 20 pages long which is available so if you haven't received it I'm sure the Secretariat will make sure that you get a copy at the appropriate time. All that I am going to do basically is to summarise the paper using these bullet points set out on this table. So I am going to go through them in sequence, down each page, reading from left to right.

I think one of the reasons we are meeting here today is that we are recognising that the autonomous teaching and research role of universities is being challenged and the old concern basically to raise general education levels, that is the qualification levels of the population at large, and to increase scientific output in the nation is being challenged. There are new concerns which we are all confronting in universities which really focus on harnessing the teaching and research of universities to specific social and economic objectives. And I emphasise specific rather than general. And this specificity is most clear when it comes to looking at the university in relation to territorial development, the development in economic, social and cultural terms of particular parts of national territories within which the universities are located.

Moving to the second overhead, territorial development and universities, we all are aware that universities are located within particular regions, they are in a particular city or region but many bodies outside the universities, in local authorities, regional agencies, in the industrial sector, are asking the question "what contribution do the universities make to the development of the regions?". Now this is a very important distinction in English between "in" which is passive and "of" which is active, to belong to something, you are part of something. So I think the question is we are concerned now not only with the passive impact of universities, they are there and they are major sources of employment for example, but the question is being asked how can university resources be mobilised to actively, and that's an emphasis, to actively contribute to the development of a particular territory. And I think what is also being understood, increasingly in the field of economic development and social development at the national level, that national development objectives about the performance of the nation state can only be achieved by raising the performance of the component parts that the nation state is made up of, a set of constituent regions. Doing well in one region, if you have other regions that are lagging behind, that is a constraint on the development of the nation state. So the question becomes in the eyes of people outside the university sector "how should universities handle the demand of a new set of actors and agencies?" people outside universities that are concerned with the development of the region (e.g. regional development agencies, economic development agencies).

The universities are confronted with a new set of actors and agencies wishing to talk to them. Now one of the first things to do, the response of the universities must be to undertake some economic impact analysis. The next slide, number four in the sequence, is to look at the economic impact of universities. They are major employers, they bring into the region staff and students who spend money in that region, they have an impact on the structure of employment, the sector itself – the educational sector is a sector of the economy and it might be a very important sector compared to manufacturing or business services. But then one can measure the geography of the industrial interactions of the university. Who is the university doing business with in terms of research, in terms of consultancy, in terms of exchange of staff (are staff working with companies in the region?), are small businesses being spun-off from the universities. So the university can begin by making an economic impact statement from the basis of its research activities. But it also can make a statement about the geography of its teaching. You can begin to identify where do your students come from (their home origins)? where do your graduates go to in terms of their location in different parts of the country? Where do you place students in your teaching programmes if they are involved in industrial placements? How do you engage in continuous professional development for students who are mature students who are currently in work.

Then one can move on in the next transparency to social and community impacts. How does the university contribute to raising regional participation in education. If your region has a low level of participation compared to the national average of students proceeding into higher education, how can you increase that participation rate? What is the contribution of the university in social and vocational programmes? Doctors, social services, school teachers, what is that contribution? How do you create audiences amongst university staff and students for the arts. There are a body of people who are consumers of the arts, for theatre and music. And the last bullet point there is what role does the university have in civil society, in the voluntary sector, in the media, in politics and last but not least, in helping the society in the region understand its position in the wider world. Analysis of the region itself using the expertise of the university to help the region to understand itself.

The next thing I think the universities needs to do is to identify all of the stakeholders in the development of the territory within which they are located. And this will be made up of a number of different actors and agencies. It will consist of the central government bodies responsible for funding higher education or they might be regional authorities that are funding higher education in your country. But the Ministry of education, the higher education funding councils. But other stakeholders will be local and regional elected authorities, local and regional governments, employers and employers' organisations such as the Chamber of Commerce, bodies representing the arts and the cultural industries, the media (television, press, radio) again which in many countries have a very strong regional orientation. Other parts of the education system (the schools, the colleges) - quite often we see that the education system in a region is very fragmented. The various tiers in the university system do not talk to each other. So other parts of the educational system are also stakeholders in the development of the region. And the last group and a very important group are present and prospective students and past students (the graduates, the alumni), the students who might come to your universities and who are then also on your courses.

And in undertaking a stakeholder analysis it is important that you identify that all of the stakeholders in the development of a territory have different goals and missions, local government, central government, all of these bodies have different goals and objectives from universities. They also have different means of delivery of their policies and programmes. They have different financial drivers and constraints imposed upon them. They have different customers and clients that they are dealing with and they all have different interests in the well-being of the region. But it is important if the universities are trying to work with these stakeholders and partners that you understand where they are coming from and they also understand where you are coming from. What the roles, responsibilities and missions are of the universities. So there is a huge communication task building bridges between the different partners in this process. Very important this, unlike the university, many stakeholders in territorial development are required to operate over very specific areas, local governments have territorial responsibilities for particular areas, where as universities operate simultaneously in the local, the national and the global arena; That's a very difficult partnership-relationship between one set of partners who have a very clearly defined territorial responsibility and universities which have multiple levels of responsibilities. This makes it necessary for this dialogue to take place, universities need to develop some over-arching framework where all the players can understand the needs of the region in terms of its development.

So what should be the university response to this agenda? What we observe from working with bodies like the OECD and CRE-Europe is that universities' first response has been to create intermediary organisations to provide an interface with the wider world e.g. regional offices, technology transfer offices, specialist offices which will act as gateways to the university. But what is now beginning to emerge in most innovative, entrepreneurial and leading edge universities , they are brining this regional engagement into the mainstream of teaching and research. It is not a contradiction in being regionally engaged and being a leading edge university. Some of the world's most successful universities have a very strong programme of regional engagement which is part of the mainstream of their activities.

Where the debate is now emerging is bringing together the debate about learning which we are all concerned about around the concept on what I call here on the next slide The Learning Region. To move beyond the concern for the direct economic impacts of universities and technology transfer which is one of the topics we will be discussing to a new focus on the role of universities in enhancing the stock of human capital in a region; How do we build the competencies and skills of the people and the businesses of the

region to promote the social and economic development of that region? There are a number of things we can begin to do to address those things; We can work at trying to encourage our graduates to take up employment in the region. We can undertake continuing professional development for local managers of SMEs, going out and finding those people and developing their skills and competencies. We can identify inward investment opportunities from multi-national businesses and making sure that they become embedded in the social structure of our region by undertaking research with them, training programmes for their staff. We can provide gateways to the global knowledge base for SMEs. We can take a leadership role in local civil society. In essence what the universities have to do is to respond to the dynamics of globalisation and I think the reality is that universities have to take a leaf out of the book of the private sector where some of the biggest companies are both globalising and localising. Global engagement and local engagement are totally complementary agendas for the corporate sector and universities have to realise that they are both global institutions and also local institutions. They need to address both of those agendas.

The concept of the learning region is one defined in the next slide and this is one where we talk essentially about everyone in the region learning together, effectively communicating, the businesses, the public authorities communicating to the educational and training system, the appropriate skills and competencies required by the work force. In learning regions people develop and then must be linked to the strategic objectives of both the organisations in the region and the region itself. It's like when you hear this term changes in business from personnel management and human resource development, and we can see that in that key term there is quite an important change in business, from just developing people in a general sense to getting people engaged in the objectives of the organisation.

There's a very interesting quote from a regional economist in the States, Richard Florida, in point ten. I will just read the quotation. "To be effective in this increasing borderless global economy, regions must be defined by the same criteria and elements which comprise a knowledge-intensive firm: continuous improvement, new ideas, knowledge creation and organisational learning. Regions must adopt the principles of knowledge creation and continuous learning, they must in effect become knowledge creating or learning regions." In that process, universities clearly have a very key role to play.

They can do it by building learning partnerships, identifying the stakeholders, ensuring each has an understanding of the other. That partnership building process is a critical task.

Finally, Mr. Chairman, there is a number of points about how the universities could move forward with this agenda. My suggestions are around beginning with a self-appraisal, how well are we doing in relation to this agenda, I haven't got time to go through it now but you can read through a series of suggestions about synthesis, about mapping and measuring, about human resource development and most of those bullets in Regional Assessment (1), Regional Assessment (2) and Regional Assessment (3) have been encapsulated in a series of suggested recommendations to universities. You have in your sheet here if a sort of starter for ten for some of the tables on an *aide mémoire* of recommendations to universities of mapping and measuring regional links, evaluation of the capacity to respond to regional needs, establishing regional offices and reviewing incentives and rewards for academics and departments, and staff development.

And I would just like to close with my last 2 transparencies, developing the managers and the question mark "Are we part of the learning system?". It seems to me that if we are going to move down this agenda of becoming more responsive institutions to regional needs it is a fundamental task that we develop the people who we expect to undertake these boundary spanning functions. We need to invest significantly more in the development of our staff who carry out a responsibility to the communities outside. I think the experience is that universities are a long way away from becoming learning organisations, responsive to the needs of the society within which they are in. Sometimes it might be fair to say that we are teaching institutions but we are not learning organisations. One of the reasons why we have constituted this event as an interactive event is that we hope that by participating in the dialogue here it will contribute more to your own personal learning processes.

Thank you Mr. Chairman.

Address by: Dr. Dorothy L. Njeuma
University of Buea
Cameroon

Thank you very much Mr. Chairman:

I will be speaking from the background of Cameroon. For those who have only heard of Cameroon only in football circles, it is located just at the angle of central Africa, to the east of Nigeria to the west of Central African Republic and to the North of Gabon and Congo.

Talking of regions, we have in Cameroon essentially 10 provinces which can be considered as regions. Two of these are English-speaking, the North-West and South-West provinces, (which are shaded dark on the map), the other 8 provinces being French-speaking. Incidentally, Cameroon was initially a German colony. As part of the spoils of the First World War, it was divided between France and Britain. And so we have inherited essentially two systems of education which are running parallel: the anglophone system (with the GCE O-levels and A-levels) in the English-speaking provinces and the francophone system in the other 8 provinces (with the *brevet d'études, probatoire, and the baccalauréat*).

Since 1993 there have been six universities which are located regionally: the University of Buea which is expected to serve the English-speaking provinces; the University of Douala in the Littoral province; one in Dschang for the West province; there are two in Yaounde, the Capital of the Republic which serves essentially the Centre, South and East provinces and there is one in Ngaoundere in the North for the 3 Northern provinces. So I'll be talking essentially of Buea, which is the English speaking university, which serves the anglophone provinces and draws its students essentially from the two English-speaking provinces, although there are pressures for admission from the neighbouring French-speaking provinces. It should be indicated that English-speaking students also go to the other universities; so the exchange is reciprocal.

The University of Buea is located in an essentially rural, agricultural region with two large agro-industrial corporations, one oil refinery, some research institutes, a botanical garden and forest reserves. The institution has grown in five years from a University Centre which had 60 students to a university with over 5000 students today. From six academic staff, we now have 220 academic staff; from 20 graduates annually, there are 900 graduates approximately annually. It is essentially a non-residential university.

I think that in this discussion we should look at the types of organizations in which our universities are located. Our universities are essentially state-owned. Consequently, their policies are determined by the State in terms of tuition, funding which comes centrally, essentially centrally. Students don't pay any tuition, there are registration fees which amount to about 100 US\$ a year per student.

Regional governments, local councils, do not play such an important role on these institutions. But the universities do have a strong regional impact. In the case of Buea, for example, the population which is essentially English-speaking and which is a minority identifies very strongly with the institution for linguistic and cultural reasons. The people feel they have a role to play in ensuring that the university survives and that it has a positive impact on the community. The contribution to regional development is evident. Staff are recruited essentially from the region, students enrolled come essentially from the region.

The spin-offs that come with a large population of students in an area which is not very largely populated are considerable. There is close interaction between the university and the local agro-industrial industries, the oil refinery and research institutes. As a national and state-owned institution, as we have indicated, a lot is determined by the State even in terms of regional development. Regional development depends more on state policies than on provincial policy.

The role which the University can play on the development of region is not dependent on the university or the region but on central government policies. Even if the institution is located in a region, it has to be sensitive to national and international considerations. It must also respond to international

standards and trends, and here, I am referring to information and communication technologies. It is clear that in this respect, and like in most parts of Africa there are problems of access, low and unreliable connectivity and high cost of telecommunications and hard-ware.

Intervention de: Prof. Brahim Baccari
Président de l'Université de Droit, d'Economie et de Gestion de Tunis 3
Tunisie

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je suis honoré de participer à ce débat et je remercie tous les organisateurs pour leur aimable invitation.

Tout d'abord, je me permets de rappeler le titre de notre panel qui porte à la fois sur le «développement national» et le « développement régional ». A mon avis, le volet national est aussi important sinon plus important que le volet régional qui, en principe, le conditionne et le détermine.

En effet, en l'absence d'un développement national sous-tendu par une politique universitaire également nationale, il ne peut y avoir, de mon point de vue, un développement régional que dans les grands pays qui sont importants de par leur histoire, leur superficie et leur population. D'ailleurs, cette constatation se confirme pour les pays du sud où l'Université n'a connu un réel épanouissement qu'après la deuxième guerre mondiale et essentiellement à l'aube des indépendances.

Ma réaction au sondage exposé, il y a quelques instants, est plutôt optimiste car en procédant à une lecture scientifique des quatre tableaux qui ont été présentés, je relève une réponse linéaire et je remarque que l'engagement est fonction directe de l'impact recherché. C'est réconfortant puisque la réponse est fonction de l'offre. Une telle orientation définit, pour nous universitaires, la voie à suivre et requiert des efforts d'engagement afin d'en récolter les fruits. De ce fait, nous retenons qu'il ne nous est pas toujours possible, dans les pays du Sud, d'établir des relations directes avec le milieu économique, surtout que l'industrie y est encore jeune et n'est pas toujours sensible aux appels de collaboration que lui lance l'Université. En outre, vous êtes sans doute convaincus comme moi que lorsque nous avons une université naissante qui n'a que 30 à 40 ans d'âge, nous ne pouvons pas aspirer à instaurer aussi rapidement que dans les pays du Nord une interaction féconde avec l'environnement économique.

En effet, dans les pays du Nord, les rapports Université - monde économique, se sont construits d'une manière progressive depuis deux voire trois siècles. Par contre, dans les pays du Sud, nous sommes tenus de faire face à plusieurs problèmes à la fois en l'occurrence mettre en place des universités d'un niveau académique international, sauvegarder les nouvelles industries, les économies jeunes et continuer à s'impliquer dans un engagement avec le monde industriel. C'est un constat personnel, mais nos partenaires de l'industrie pourront, peut être, confirmer qu'il n'est pas toujours évident d'établir dans nos pays des rapports de travail entre l'Université et les entreprises industrielles et économiques. D'ailleurs, dans les pays du Sud en général le contact entre ces deux secteurs n'est toujours pas facile et une fois entrepris, il demeure fragile et peu durable. Au début, on affiche de part et d'autre une volonté de collaboration mais cette volonté s'estompe assez vite et parfois on finit par s'oublier mutuellement. Donc, c'est une problématique qui appelle des efforts soutenus car plus on persévère dans cette voie, mieux sont les résultats réalisés. Pour cela, l'Université doit œuvrer pour devenir un réel moteur de la société dans tous les domaines. Elle doit s'impliquer pleinement dans l'effort de développement national et régional. Ceci nécessite l'ouverture de l'Université sur son environnement, l'instauration d'un dialogue université -entreprise, l'écoute de la société en général et de la proximité en particulier afin d'être en mesure de répondre à leurs attentes, à leurs besoins, mais aussi de remédier à leurs insuffisances. De ce fait, l'Université doit assumer dans les pays du Sud un rôle supplémentaire par rapports aux autres agents de développement qu'ils soient économiques ou industriels. Elle est par là même appelée à prévoir l'avenir, l'anticiper en préconisant des solutions aux problèmes auxquels le pays sera confronté. C'est en associant pleinement le monde économique à la vie universitaire, un aspect qui manque actuellement dans les pays du Sud, qu'elle s'érigera en un véritable vecteur de développement régional et national. Pour atteindre cet objectif, il s'avère impératif pour l'Université, de faire participer le

monde économique à l'élaboration des cursus de l'enseignement, aux stages de formation, à certains types d'enseignements car de par l'expérience qu'ils ont capitalisée, les professionnels sont en mesure d'enrichir nos formations par un savoir et un savoir-faire hautement formateurs - Nous avons, d'ailleurs, de la chance, dans nos pays du Sud, avec nos universités naissantes de mettre en place des universités en adéquation avec les spécificités régionales. Il faut, par conséquent, saisir cette occasion pour implanter des structures universitaires qui répondent aux besoins réels des régions et du pays.

Confronté à l'évolution de la demande du contexte socio-économique, l'enseignement supérieur doit envisager sa propre mutation, son changement à la lumière des évolutions actuelles et intégrer les mutations scientifiques qui s'opèrent rapidement dans le monde afin d'éviter les décalages, la marginalisation et d'être capable d'affronter les défis multidimensionnels qui le guettent. C'est par la modernisation de ses méthodes pédagogiques et par le développement de l'esprit créatif et inventif qu'elle préparera les générations montantes à décoder la complexité du monde moderne et à la maîtriser - Il ne s'agit plus de transmettre des connaissances toutes faites, mais d'apprendre aux étudiants à apprendre par un effort personnel, de développer chez eux l'esprit d'initiative, l'esprit entrepreneurial pour qu'ils soient à même de résoudre les problèmes qui se posent dans leurs pays tels que le chômage, l'exclusion sociale. La mission de l'enseignement supérieur, dans nos pays en particulier, consiste aussi à rendre les jeunes capables de gérer leur intelligence pour qu'ils ne soient pas de simples demandeurs d'emploi mais des créateurs d'emploi et de véritables agents de développement.

Pour répondre à cet impératif, l'Université doit veiller continuellement à sa transformation et son évolution. Elle doit également tenir compte des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les assimiler, les mettre à profit pour diversifier les formes d'enseignements tels que l'enseignement interactif ou à distance.

Le monde bouge, s'accélère et l'Université doit changer, évoluer, suivre le rythme en intégrant des outils nouveaux, des approches nouvelles dans le but d'améliorer son enseignement et de réussir sa mission combien sensible à l'heure de la mondialisation. Elle doit former des ressources humaines répondant à l'impératif de l'excellence dans tous les secteurs de production. Les diplômés sont tenus maintenant et ultérieurement d'être non seulement qualifiés et compétents mais surtout immédiatement opérationnels, capables de satisfaire les exigences sans cesse accrues du monde du travail et de fournir des efforts continus en vue d'actualiser régulièrement leur savoir et leur savoir-faire pour s'adapter à l'évolution rapide de notre société tant sur le plan économique que technologique. Je me permets, enfin, de relever la différence entre les dénominations de l'enseignement supérieur d'un pays à l'autre. En français il s'agit de l'enseignement supérieur. En anglais on l'appelle plutôt « higher education ». Le volet éducation dans la dénomination anglo-saxonne englobe la formation de citoyens responsables et engagés pour le développement social et économique de leur pays. L'Université, notamment dans les pays du sud, a pour mission non seulement de transmettre des connaissances élaborées mais surtout de produire des savoirs et de mettre au point de nouvelles techniques et technologies car une université digne de ce nom doit contribuer un tant soit peu à la production des connaissances, à leur enrichissement et à leur valorisation. Plusieurs domaines s'y prêtent. Des essais ont été fait mais n'ont pas encore tous abouti. Cependant, je demeure convaincu que produire des connaissances est l'une des missions essentielles d'une Université en changement. Ne doit-elle pas être aussi la mémoire du pays sur les plans historique et culturel. C'est à elle que revient la sauvegarde des traditions, voire des patrimoines génétiques et des acquis civilisationnels. En un mot, l'Université doit être la conscience de la Nation et se doit d'avoir une vision à long terme et de préserver la totalité de notre patrimoine national, d'une part, et de contribuer par des plus-values à son enrichissement et à sa promotion, d'autre part.

Certes, de par l'indépendance et l'autonomie dont elle jouit, l'Université peut se consacrer à une réflexion sereine et consciente sur les problèmes brûlants que rencontrent le pays, identifier les solutions qui leur sont appropriées afin de participer d'une manière effective au développement socio-économique des sociétés qui l'intègrent tout en restant à leur écoute.

Je vous remercie.

Address by: Prof. Susan Clark
Director
Nova Scotia Council on Higher Education
Canada

I would argue that all of Canada's universities are regional universities. This is the case because they are funded by each of the 10 provinces separately and distinctly. We have no national education policy just as we have no federal department of education. With that framework therefore, universities have very largely drawn their students from their own provinces. The majority of those students will find employment in those provinces after they graduate; universities have always had some teaching programmes and some research that speaks to the particular economic circumstances of each of the provinces. And of course with a country that is four and a half thousand miles across and equally from north to south, the regional diversity and economic diversity within that country is quite marked.

So I think, as others have said, if you were to ask provincial governments and universities whether they have a regional responsibility, there would be no doubt that they would say yes. Both governments and universities. I think they would also say yes and say, but, perhaps we are not doing enough. There is, I think, an unease and a tension at the moment between what it means to be a regional university and responsive to that regional economy both on the government's part and on the part of the universities.

One of the other elements that has been mentioned and I would also like to stress is that whilst we are talking particularly about economic development, because of the nature of the country, the social and particularly cultural dimension of a regional university is very important. We see that perhaps most particularly with respect to the province of Quebec which operates in French surrounded by many millions of people who speak English and operates in a different system culturally and linguistically. Those universities therefore have a very clear cultural and social responsibility to maintain that distinctiveness; and other universities will pick up on that to a greater or lesser extent depending on their particular missions and the populations to which they are particularly focused.

I think that one of the reasons why we are now looking at this question again within Canada comes from the change in the economy. Canada is a country that has been very dependant on primary industry (whether it is agriculture, fishing, forestry), but primary industries which are now not sufficient to maintain those local economies. We are beginning to see a questioning, as others have implied, of whether or not the education that we are providing for students is appropriate to place them in the work force of the 21st century.

This question has risen very much because of the high unemployment rates amongst young people. Whilst university graduates in Canada still have the lowest level of unemployment, the opportunities that were there in the 60's and 70's when one could graduate and then think about what job you were going to take, and have many choices of jobs, are no longer the case.

This is then a pushing of the universities, on the part of governments to answer questions such as "are you educating students appropriately?", and 'are you educating them in such a way that they can and are able to find occupations?'.

I would like to stress, as have both Professor Goddard and other panelists, that I see the universities very much with dual roles. They are in a duality of teaching and research. They are in a duality of the global economy and the local economy and I would want to suggest that all of those aspects have to be preserved. You cannot be totally local, you cannot be totally global, you cannot just teach, you cannot just do research. These all have to be there in some part or another. For different disciplines, and at different times in teaching and research they will be there in different ways.

If I had one message to you, and I say this as someone who is on the government side of the issue at the moment, it would be that I would want you to be true to the mission of the university. And I say this in part because Canadian governments, are notoriously unsuccessful at predicting future labour force needs. We never get it right, we are always reacting, we are always catching up and I think that perhaps is

in the nature of the game. But because that is the case, I do not think we can swing the universities so far and so fast as to meet local employment needs without also being in a very dangerous position of 5-10 years down the road having an over-supply of whatever we are training our students for. I think, therefore, it is important to keep that liberal arts and science mission at the undergraduate level where we do broad education, where we teach that liberal arts and science tradition in a very modern way perhaps, and in a different way from how it might have been taught in the past but still giving that basic education for good citizenship as members of a civil society.

I think, therefore, governments have to be encouraged to maintain basic funding to allow universities to maintain that mission. And as has been indicated, as the financial circumstances have got more difficult for all universities, there is a tendency then to look to the private sector to fill in that gap. That is appropriate. It is right, but again, we are looking for balance just as we are looking for balance between the global and local, the teaching and the research, so we have to look for balance between where the government is supporting the institutions and what is being supported privately. I say this because at this moment in our universities there is considerable debate about the extent to which the private sector is essentially putting its name on programmes. We now have business schools named after particular companies or particular individuals that have very specific performance targets to meet. There is concern about the extent to which certain types of industry and big industry can buy research which may or may not be in the long term interests of the population and so we need to keep that in balance. So I would urge you not to forgo the primary mission of the universities, to push the government to support that mission and to keep in balance when we look to the private sector for support.

My last message however would be also for you to tell the governments to tell the public what it is that you are doing. It is my sense that in Canada, and I think probably in other countries, there is tremendous latent support for universities. But it is often latent support because people do often not know in detail what it is you are doing and how much you have changed and how you are teaching differently and in different ways. And I think because of that buzz-word that we all hear of - "accountability", in order to be responsive to governments and to the public, you need to tell the governments and the public what it is that you are doing so that the governments and public are able to support you in your very important mission.



Contribuer au développement national et régional

Points de vue : Royaume-Uni, Espagne, Cameroun, Tunisie, Canada

Document de référence : Contribuer au développement national et régional
Prof. John Goddard
Université de Newcastle upon Tyne, Royaume-Uni

Tous les documents sont disponibles sur notre site web :
<http://www.unesco.org/education/wche/>

Résumé du sujet

Non seulement l'intervention au niveau régional ou local est devenue plus importante pour le succès économique, mais un changement qualitatif a eu lieu avec une politique locale en faveur des entreprises et de l'innovation dans la région, et avec la constitution d'un environnement plus sophistiqué pour les capitaux mobiles et destiné à maximiser la "valeur ajoutée" locale (R-D et autres emplois de niveau élevé, firmes prospères et donc en développement). Cette situation fait que l'on se préoccupe davantage d'orienter l'enseignement et la recherche universitaires vers des objectifs économiques et sociaux spécifiques.

Il n'est pas de domaine où cette exigence de spécificité s'affirme plus clairement que dans celui du développement régional. Les universités étant situées dans des régions, on les interroge sur la nature de la contribution qu'elles apportent au développement de celles-ci. Il serait possible de déterminer les impacts passifs des universités sur l'emploi direct et indirect, mais la question se pose de savoir comment les ressources des universités peuvent être mobilisées pour contribuer activement au processus de développement.

Cela implique que les acteurs et organismes régionaux comprennent mieux les universités et que celles-ci comprennent la dynamique régionale. Cette compréhension pourrait trouver de toute évidence son point de départ dans un audit des activités pertinentes existant à l'échelon régional, audit qui serait commandé conjointement par les universités et les organismes régionaux. Il se peut que les organismes régionaux n'aient pas formulé clairement les besoins de la région et il se peut aussi que bien des occasions d'un engagement productif aient été manquées. Pour mettre en lumière ces occasions, il faudra que les universités entament un dialogue avec les diverses parties prenantes au processus de développement régional (par exemple, autorités élues locales et régionales, employeurs et organisations patronales, médias régionaux).

Pour que les universités s'intègrent mieux au développement régional, il ne saurait être question de faire intervenir autoritairement des mécanismes de planification au niveau institutionnel et au niveau régional ; il faudra au contraire faire en sorte que les diverses parties prenantes au processus de développement régional - dispensateurs d'enseignement et de formation, organisations patronales, syndicats, institutions s'occupant du développement économique et du marché du travail, enseignants et enseignés pris individuellement - aient une compréhension de leurs rôles respectifs et des facteurs qui favorisent ou au contraire freinent un engagement régional accru.

Le document suggère la possibilité d'incorporer des critères régionaux aux évaluations nationales de l'enseignement et de la recherche. Ces critères incluent, entre autres, *l'engagement régional comme partie du champ d'action principal de l'université, le bilan et la mesure de cet engagement, la collaboration, les partenariats, la mise en valeur des ressources humaines, les priorités institutionnelles spécifiques, l'identité géographique de la région, la politique et le leadership régionaux, la communication des priorités et des besoins régionaux et leur intégration dans les processus d'enseignement et d'apprentissage, l'anticipation des développements futurs, et la capacité institutionnelle à réagir aux nouveaux défis.*

Points de vue régionaux

• **Considérations régionales dans un monde global – Prof. Josep Bricall (Espagne)**

Trois facteurs sont importants dans ce débat :

- Aujourd'hui, tous les types de développement, le développement régional y compris, doivent prendre en compte les tendances globales. Chaque pays situe son progrès social en fonction du phénomène de globalisation et cette réalité devrait aussi s'imposer à la planification régionale. Dans la mesure où aucune région ou sous-entité ne peut se permettre d'être marginalisée ou isolée, cela s'applique aussi aux universités régionales ;
- Durant les vingt dernières années, il y a eu une croissance extraordinaire du nombre d'étudiants dont beaucoup sont issus de nouveaux groupes socio-économiques et culturels. Cette démocratisation est positive. Elle a nécessité de nouveaux types d'établissements avec de nouvelles missions – notamment celle de satisfaire la demande de compétences professionnelles. Cette demande étant globale, les universités plus âgées devraient faire le point sur leur rôle et leur impact dans leurs communautés spécifiques ;
- Enfin, l'avènement de la société éducative (*the learning society*) a apporté de nouvelles formes de savoir transmises par de nouvelles méthodes et pour des publics nouveaux qui l'utiliseront dans des environnements professionnels organisés de façon nouvelle. Ceci a engendré un débat complexe toujours d'actualité sur les liens entre les universités et le monde du travail. Dans la mesure où la société apporte une contribution significative à ces institutions, ces dernières devraient, en retour, prendre note de ses demandes et s'efforcer de les satisfaire au sein de leur communauté particulière.

• **Satisfaire les besoins nationaux, régionaux et internationaux – Prof. Dorothy Njeuma (Cameroun)**

Le Cameroun est un pays composé de dix régions dont deux anglophones et huit francophones avec deux systèmes d'éducation et leurs structures examinatoires qui fonctionnent en parallèle.

Depuis 1993, six universités ont servi les besoins spécifiques des différentes régions. Cependant, elles appliquaient un système de réciprocité des inscriptions et d'échange d'étudiants, indépendamment de leur bagage linguistique. L'université de Buea, située dans une région essentiellement rurale mais pourtant dotée d'une présence industrielle importante, a connu une croissance exponentielle de ses effectifs lors des dernières années.

Les universités du Cameroun appartenant à l'Etat et étant financées par lui, les organes régionaux ont un moindre rôle dans leur développement. Pourtant, l'impact des établissements d'enseignement supérieur sur la région dans laquelle ils sont implantés est très fort et les bénéfices en termes de croissance sont clairs. Preuve en est l'interaction dynamique entre les universités et les industries et communautés locales.

Chaque université doit être capable d'agir aux niveaux local, national et global. Il s'agit aujourd'hui du plus grand défi lancé aux institutions africaines qui doivent renforcer leurs capacités dans le domaine des technologies de l'information et de la communication malgré les problèmes d'accès et d'infrastructure.

• **Les universités du sud comme agents de développement – Prof. Brahim Baccari (Tunisie)**

Le développement régional devrait contribuer au développement national qui représente un objectif d'importance cruciale pour les nations en développement où l'université joue un rôle clé dans l'identité du pays. Les pays du sud ont beaucoup moins d'expérience des partenariats entre l'université et le secteur économique mais ils ont la volonté d'essayer dans l'intérêt du progrès social.

L'université, en collaboration avec le milieu industriel et le secteur économique, doit devenir un moteur du développement national. Cela implique de forger de nouvelles relations avec des partenaires variés dans le but de répondre aux besoins sociaux. Il faut pour cela moderniser les structures institutionnelles, les programmes et l'enseignement. Les jeunes doivent avant tout apprendre à gérer le savoir et le savoir-faire acquis à travers l'enseignement supérieur afin de devenir de véritables agents de développement.

Dans la mesure où la société change, l'enseignement supérieur doit, lui aussi, évoluer pour faire face aux nouveaux défis économiques et technologiques. Les universités doivent cependant demeurer les gardiennes de l'histoire et de la culture nationales ; en tant que conscience de la nation, elles doivent non seulement créer du savoir mais aussi participer à son application au bénéfice du développement. Les institutions et les

systèmes modernes de l'enseignement supérieur doivent trouver un équilibre entre l'analyse et l'engagement actif dans la résolution des problèmes sociaux.

• **Canada : une nation de régions – Prof. Susan Clark (Canada)**

Dans un sens, toutes les universités canadiennes sont régionales car elles sont financées par les dix provinces et parce qu'elles tirent, de ces provinces, la grande majorité de leurs effectifs d'étudiants. La grande diversité géographique et économique du Canada explique cette particularité. De plus, chaque région a des dimensions sociales, économiques et culturelles spécifiques, comme le prouve le Québec.

Les évolutions récentes de l'économie nationale qui est passée de la dépendance vis-à-vis du secteur primaire à des économies locales variées ont obligé à procéder à une réévaluation de l'enseignement supérieur et de l'employabilité des diplômés. Il en est ressorti que les établissements doivent opérer sur deux plans en combinant l'enseignement et la recherche et en tenant compte à la fois des conditions locales et globales.

Malgré les "turbulences" actuelles, la mission fondamentale de l'université demeure inchangée : il s'agit pour elle de dispenser une éducation fondamentale saine qui prépare à une citoyenneté responsable. Les gouvernements doivent être encouragés à promouvoir cette mission et à équilibrer le soutien public et privé aux établissements d'enseignement supérieur.

En définitive, les gouvernements et le public dans son ensemble doivent être informés de ce que ces établissements font réellement. Quand tel est le cas, leur responsabilité en est grandement facilitée.

Pour approfondir la réflexion

- Comment favoriser l'interaction entre ceux qui produisent le savoir, ceux qui le diffusent et ceux qui l'utilisent, et ce dans le but d'assurer une représentation collective des intérêts et une prise de conscience mutuelle d'un objectif commun ?
- Serait-il intéressant de procéder à des audits en vue d'identifier les "aptitudes appropriées" nécessaires aux futurs diplômés (en fonction de la stratégie globale de développement de la région) et la contribution de l'université au développement social et communautaire ?
- Les besoins évolutifs des employeurs et du marché du travail affectent les programmes universitaires. Les universités maîtrisent bien les aspects concernant le "*que-savoir*" (know-what) et le "*pourquoi-savoir*" (know-why) de l'éducation et s'améliorent quant au *savoir-faire* (know-how) grâce à l'incorporation, dans les programmes d'enseignement, de l'apprentissage acquis lors des stages professionnels. Cependant, la dimension du "*savoir destiné à qui*" (know-who) est plus problématique. Comment aborder cette question ?
- Les réseaux internationaux pourraient-ils jouer un rôle dans la réduction des incertitudes et le partage du savoir ?
- Pourrait-on incorporer des critères régionaux dans les exercices nationaux d'évaluation de l'enseignement et de la recherche ?
- Pourrait-on fournir davantage de formation et de soutien aux personnes qui jouent le rôle d'interface entre différentes organisations (ex. pour l'acquisition d'aptitudes pour le travail en réseau, la médiation, la collaboration avec d'autres cultures, la mise en place de projets, la planification et la gestion de contrats, la recherche de fonds) ?
- Quelles sont les conséquences de l'interaction université-région dans votre université ?